

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 284. — 30 AVRIL 1966

GROS PLAN SUR GRENOBLE



Lire en pages 3, 5, 6, 7

LA VIE DU PARTI

Un nouveau groupe d'entreprise à Paris

Ils étaient une quinzaine à assister mardi dernier à l'assemblée constitutive du groupe d'entreprise de l'imprimerie Maulde et Renou, provisoirement rattaché à la section du 1^{er} arrondissement de Paris. De nouveaux venus apparurent tout au long du débat qui dura près de deux heures, ce qui confirmait amplement, comme l'indiqua notre camarade François Cerle, qui présidait, que nous aurions pu être le double si une fâcheuse coïncidence (la grève de l'E.D.F. le lendemain) n'avait contraint nombre de nos amis à effectuer des heures supplémentaires.

Devant cet auditoire ouvrier dont l'intérêt ne se démentit pas une minute, Edouard Depreux, secrétaire national du Parti, devait passer en revue tous les grands problèmes d'actualité et exposer la position du P.S.U. : les regroupements en cours, la position du P.S.U. lors des Présidentielles, le programme d'alternative socialiste que nous préconisons et la notion de « seuil de non-retour », les

conditions de l'unité de la gauche, furent l'objet de nombreuses questions et d'échanges passionnants entre l'orateur et les auditeurs. Puis, Philippe Laubreaux, secrétaire de la Fédération de Paris, exposa rapidement les raisons de la nécessité du renforcement du rôle du Parti dans les entreprises.

Un nouveau débat s'engagera alors sur les relations entre le P.C.F. et le P.S.U., la démocratie interne et le droit de tendances, les relations entre action politique et lutte syndicale, les aspects différents des programmes des deux partis, les possibilités d'action commune. Après la distribution des cartes du Parti, les responsables du Groupe, en concluant cette assemblée réussie, dirent leur optimisme de compter bientôt leurs adhérents en dizaines dans ce milieu ouvrier et jeune où les idées du P.S.U. progressent.

Voilà une initiative qu'il convient de renouveler dans de nombreuses entreprises. Que les amis qui y travaillent n'hésitent pas à alerter leurs bureaux fédéraux.

● Vénissieux.

Nouvelle section

A la suite d'une réunion à laquelle ont participé de nombreux sympathisants, une section du P.S.U. vient d'être créée dans la ville ouvrière de Vénissieux qui fait partie de l'agglomération lyonnaise.

Son secrétaire est le camarade Chalbos, 54, rue Anatole-France, à Vénissieux.

RÉUNIONS

● Champigny

Le jeudi 5 mai à 21 h, à la Salle des mariages de la mairie de Champigny (avenue Jean-Jaurès), Manuel Bridier tiendra une réunion d'information sur le thème :

L'Unité de la gauche. Pourquoi ? Comment ?

● Colombes

Le vendredi 29 avril à 21 h à la salle Julien-Gallé, à Colombes (place Julien-Gallé, à côté de la gare de Colombes), Georges Gontcharoff fera une conférence, dans le cadre du Cercle d'Etude et d'Education civique locale, sur le thème :

Examen critique du schéma directeur de la Région parisienne. Contre-propositions.

Les camarades adhérents, lecteurs, sympathisants des régions voisines, sont cordialement invités à ces deux soirées.

● Deux réunions étudiantes

● Metz, jeudi 5 mai, 20 h 30, café de Paris (place Saint-Louis).

Réunion-débat organisée par le groupe d'étudiants du P.S.U. avec la participation de Jean-François Pertus, secrétaire national des E.S.U.

— Pourquoi le P.S.U. ;

— Attitude et programme du P.S.U. ;

— Le P.S.U. devant la crise lorraine ;

— Les E.S.U. face aux problèmes étudiants.

● Amiens, vendredi 6 mai, 20 h 30, café du Palais de Justice.

Réunion-débat organisée par la section étudiante d'Amiens avec la participation de Jean Tercé, membre du secrétariat national des E.S.U.

— Syndicalisme et politique en milieu étudiant.

● Lille. Commémoration

du Premier Mai

Dimanche Premier Mai, à 10 heures précises, vers le milieu de la rue Alexandre-Leleux, face à la Bourse du Travail, sous le fanion du parti, rassemblement sous le signe du 30^e anniversaire du Front populaire, des adhérents et sympathisants du P.S.U. pour participer au défilé et au meeting de la salle Roger-Salengro.

Tous au rassemblement. Amenez des amis et des jeunes.

● Amiens : C.E.S.

Le Centre d'Etude Socialiste d'Amiens organise le 29 avril, à 20 h 30, dans la salle du café du Palais de Justice, son second débat sur le thème : « Les problèmes de la planification » avec la participation de Jean-Marie Vincent.

● 7 et 8 mai : Week-end de recherche sur le contre-plan à Savigny (Haute-Marne)

Ce week-end, animé par René Schulbaum, membre du C.P.N. et Michel Massonau, intéresse les Fédérations suivantes : Marne, Haute-Marne, Aube, Côte-d'Or, Doubs (région de Besançon), Haute-Saône (région de Vesoul).

Après une discussion sur les orientations générales du contre-plan, le travail sera orienté en commissions vers l'étude des problèmes régionaux (agriculture, industries, infrastructure, etc.).

Inscriptions et renseignements auprès de René Schulbaum, 87, rue Mauljean, Wassy (52).

Pour atteindre Savigny, gare S.N.C.F. de Culmont-Chalindrey (près Langres).

PIERRE MENDES-FRANCE A LYON

En route pour Grenoble, notre camarade Pierre Mendès-France sera de passage à Lyon le vendredi 29 avril. De 17 h. 30 à 19 h. 30, il signera son livre « La République moderne », réédité et mis à jour à la librairie La Proue, 1, rue Childebert, Lyon. Au même moment, Pierre Rouanet signera son livre « Mendès-France au pouvoir ». Des invitations peuvent être demandées au siège fédéral du P.S.U., 49, Montée-de-la-Grande-Côte, Lyon.

● DIJON : Conférence sur Cuba

Le vendredi 29 avril, à 20 h 45, dans la salle Méliès du Centre régional de Documentation pédagogique de Dijon, M. Roland Labarre, agrégé de l'Université, parlera de « Cuba en 1966 », au cours d'une conférence organisée par l'Association France-Cuba de Dijon (siège : Hôtel des Sociétés, rue Dr-Chaussier, à Dijon).

Le monolithisme bureaucratique de la Fédération S.F.I.O. de l'Aude va-t-il conduire à un éclatement ?

Julien Etoré, maire de Montolieu, conseiller général du canton d'Alzonne, est suspendu et en instance d'exclusion pour non-conformisme et allergie au secrétaire fédéral, le sénateur Courrière.

La presse locale accorde une large place à la polémique ainsi déclenchée, qui provoque de nombreux remous au sein d'une fédération conduite par des méthodes fort peu démocratiques.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
62-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

De Gaulle à Lille



(Photo Agip.)

Pour quatre jours, la capitale de la France a été Lille : ainsi, de Gaulle inaugure-t-il « le nouveau style » de ses tournées provinciales, en substituant aux plongées dans la foule et aux réceptions collectives des élus locaux de véritables réunions de Conseil restreint avec les six ou sept ministres qui l'accompagnent, les hauts fonctionnaires et « les personnalités du monde économique et social » de la région Nord-Pas-de-Calais. Des actes du Chef de l'Etat seront « faits à Lille », et on prétend que d'importantes décisions seront prises concernant l'équipement de la région.

Une seule prise de parole en public, lors du banquet d'inauguration de la Foire internationale de Lille, au cours de laquelle le général de Gaulle a parlé de l'avenir de la région en un discours dont on pouvait penser qu'il refléterait la ligne générale qui guidera les décisions à prendre. Ce ne fut pourtant qu'un discours parfaitement académique, confirmant des idées déjà reçues : régression des activités d'extraction des Houillères, nécessité de faire des zones industrielles, des autoroutes, des canaux, des logements, urgence « de joindre Lille, Roubaix et Tourcoing en une grande métropole » (1).

N'était-ce l'évocation d'une Chambre économique, de Gaulle n'a donc, en fait, rien dit qu'on ne savait déjà. En tout cas, l'opinion des travailleurs du Nord et du Pas-de-Calais était

faite : dès vendredi, Boulogne manifestait massivement à l'appel de C.G.T. et C.F.D.T., et Béthune en faisait autant samedi, à l'appel de C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N. Dimanche, il n'y eut pas de transports publics à Lille, et lundi le général visita les installations « Usinor » de Dunkerque désertées par le personnel en grève, à l'appel de C.G.T., C.F.D.T. et F.O. !

Aux revendications classiques : hausse des salaires, diminution de la durée hebdomadaire de travail, avancement de l'âge de la retraite, s'ajoutent maintenant les revendications non seulement de garantie des emplois existants, mais surtout de création de nouveaux emplois. Mais une fois encore, il faut répéter que, le voudraient-ils, les Pouvoirs publics ne peuvent satisfaire cette revendication sans intervenir directement dans la politique d'investissement des capitalistes, ce que précisément ils se refusent à faire.

La gauche au pouvoir ne pourra, elle non plus, éluder cette question.

J.-M. Faivre.

(1) On a cependant remarqué qu'il n'avait pas accordé, dans le passage consacré à l'enseignement supérieur, la reconnaissance que certains espéraient du rôle de l'enseignement supérieur privé.

● Nécrologie

Pour la deuxième fois en quinze jours, la Fédération des Hautes-Pyrénées est en deuil.

Notre camarade Gabriel Dasque a été victime d'un stupide accident de circulation.

Tous ceux qui l'ont connu, et en particulier ceux qui partagèrent avec lui les luttes politiques, ses camarades du P.S.U., ont été consternés par cette fin brutale.

Militant socialiste actif, Gabriel Dasque avait quitté la S.F.I.O. pour militer avec le P.S.U. Sans sectarisme, d'une conviction profonde, notre camarade mettait son expérience politique au service de sa section.

Ayant pris sa retraite d'ingénieur des Eaux et Forêts à Lannemezan, il milita activement dans la section P.S.U. de cette ville.

Nous assurons sa famille de toute la part que nous prenons à leur grande peine.

● Petite annonce

Pour des raisons familiales, le camarade Gontcharoff, secrétaire de amené à vendre son appartement de la Fédération Seine-banlieue, est trois pièces, dans un petit immeuble état neuf (construction : 1958), à Colombes, à trois minutes de la gare de La Garenne-Colombes. Les camarades intéressés ou connaissant des personnes intéressées peuvent entrer en contact avec Gontcharoff, 29, rue de la Paix, 92 - Colombes, ou mieux : CHA. 87-26.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Maurice COMBES, Richard DARTIGUES, Christian GUERCHE, Pierre MARCHI, Victor MASSON, Paul PARISSOT, Pierre STIBBE, Robert VERDIER, Jean-Marie VINCENT.

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration :

54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20

Rédaction :

31, r. Mademoiselle Paris (XV^e)
Tél. : FON 22-60

Publicité :

Geneviève Mesgouche
6, Avenue du Maine
Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

POURQUOI GRENOBLE

LORSQU'ILS se sont arrêtés à la date du 30 avril, les organisateurs de la rencontre de Grenoble ne savaient évidemment pas quelle serait, à ce moment-là, la situation politique. Eh bien ! il faut maintenant l'admettre : aucune date ne pouvait mieux convenir.

Moins de cinq mois se sont écoulés depuis l'élection présidentielle. Les grands espoirs que les résultats à cette élection avaient fait naître dans la gauche ne se sont sans doute pas évanouis, mais ils se sont singulièrement attiédies. On a vu à quel point l'unité des forces populaires était encore fragile et incertaine. On a vu aussi combien il allait être difficile d'arracher au gaullisme et au centrisme cette fraction du corps électoral dont la gauche a besoin pour faire une majorité. Réduite à ses seuls aspects tactiques, l'unité permet de conserver l'essentiel du terrain qui nous reste : elle ne suffit pas à déclencher une dynamique de victoire.

Il faut donc dépasser le domaine de la tactique et avoir le courage de poser les problèmes de fond. La gauche n'a de chance de l'emporter que si elle sait ce qu'elle veut, que si elle est capable d'indiquer clairement au pays ce qu'elle ferait une fois parvenue au pouvoir.

Or, le pays a aujourd'hui un sentiment très différent. Il s'est aperçu au moment du débat sur la motion de censure que la gauche n'avait pas de politique étrangère commune. Il va découvrir assez vite qu'elle a, à propos du problème du Sénat comme à propos du problème plus général des institutions, des vues contradictoires. Et si les grévistes de ces dernières semaines savent que la gauche les appuie et les encourage, ils savent également qu'elle ne leur ouvre sur le plan économique aucune autre perspective, que ces objectifs revendicatifs qu'ils ont eux-mêmes déterminés mais qu'ils ne parviennent pas à atteindre parce qu'ils auraient besoin pour cela d'inscrire leur action dans un cadre plus vaste et d'entreprendre la conquête de nouvelles positions de pouvoir.

C'est dans ce climat que Grenoble prend tout son sens.

Grenoble n'est pas une opération tactique. Grenoble rassemble ceux qui durant ces dernières années ont travaillé au renouvellement de la gauche et qui

éprouvent maintenant le besoin de démontrer : 1°) que cet effort n'a pas été vain puisqu'il a permis de nombreuses convergences ; 2°) qu'il est maintenant à la fois possible et nécessaire d'aborder un certain nombre de difficultés qui font obstacle à l'unité et au développement de la gauche.

Peut-on mener une politique socialiste tout en demeurant dans le Marché commun ? Et sans procéder à de nouvelles et importantes nationalisations ? Un gouver-

par
Gilles MARTINET

nement de gauche aurait-il les moyens de résister au sabotage économique des classes dirigeantes ? Devra-t-il maintenir de très fortes différenciations dans la rémunération du travail ? Qu'est-ce que le pluralisme politique dans un Etat socialiste ?

Ce sont là quelques-unes des questions qui seront discutées à Grenoble. Il ne s'agit pas de questions abstraites mais de problèmes brûlants sur lesquels des centaines de milliers de travailleurs s'interrogent. Ces problèmes sont traités dans les cinq rapports préliminaires d'une manière directe, franche, réaliste, avec un grand souci d'honnêteté. Grenoble, de ce point de vue, sera le colloque de l'anti-démagogie.

Mais ce réalisme, nous demandent un certain nombre de nos amis, ne risque-t-il pas de créer certaines ambiguïtés ?

Le risque existe. Il serait difficile de vouloir le nier. Dans la mesure où la gauche se hasarde hors des vieilles citadelles, elle se heurte à la réalité du monde moderne, réalité pleine de possibilités pour la démocratie, mais aussi bourrée de dangers technocratiques et d'illusions néo-capitalistes. Refuser de côtoyer ces dangers sous le prétexte de ne pas déplaire à ce fidèle gardien de la tradition socialiste qui s'appelle Guy Mollet, serait

enfantin et ridicule. Mais se taire sur l'existence de ces dangers seraient non moins absurde.

Grenoble, c'est aussi un débat. Un vrai débat que les socialistes que nous sommes doivent aborder dans un esprit de compréhension et de fermeté. Nous n'avons pas à jeter par-dessus bord ce qui a fait jusqu'à présent le sens de notre combat. Nous ne pouvons pas oublier la finalité du socialisme qui n'est pas simplement égalité des chances, rationalité économique, adaptations aux mécanismes du marché, mais qui est avant tout extension de la propriété sociale au détriment de la propriété privée, prédominance de la planification sur le marché, participation à la gestion de l'économie et de l'Etat.

Sans doute — et c'est je crois l'un des postulats de Grenoble — il n'est plus possible de raisonner aujourd'hui comme si nous étions à la veille d'une crise révolutionnaire classique. Ce genre de crise ne se produira probablement plus dans l'Occident capitaliste. « Notre tâche, comme l'a dit récemment Lelio Basso, est donc de nous battre jour après jour pour modifier les structures de la société dans laquelle nous vivons et pour y transformer les rapports de pouvoir. » Mais voilà justement le point important, la mouvante mais réelle frontière qui sépare le modernisme gauchisant du modernisme socialiste. Ou notre action a simplement pour but d'établir un contrat de gouvernement applicable par la gauche telle qu'elle est aujourd'hui, ou elle tend à transformer cette gauche et à l'orienter vers la première étape d'un combat dont le succès final ne sera assuré qu'au prix de nouveaux dépassements et de nouveaux bonds en avant.

L'expérience démontre que la première voie n'aboutit qu'à des impasses. La seconde n'a jamais été véritablement tentée dans ce pays. C'est d'elle pourtant que dépend le sort du socialisme non seulement en France mais dans toute l'Europe.

De cela aussi on discutera à Grenoble. Et de la bonne manière. C'est-à-dire non point à partir d'a-priori idéologiques mais à partir de problèmes concrets. Nous ne trancherons certainement pas tous les problèmes. Mais nous ferons apparaître un certain nombre de solutions. Grenoble en cela n'est pas une fin. C'est un commencement.

BONS DE SOUTIEN

BONS DE SOUTIEN

38 JOURS

Dans moins de deux mois
aura lieu le tirage

Il vous reste donc peu de temps...

**N'OUBLIEZ PAS QUE DE
VOTRE EFFORT DÉPEND T.S.**

BONS DE SOUTIEN

BONS DE SOUTIEN

LA RENCONTRE SOCIALISTE DE GRENOBLE :

prévoir les difficultés pour mieux les surmonter

De quelque manière qu'on l'envisage, la « Rencontre socialiste de Grenoble » constitue un événement important. L'ensemble des participants se déclare en effet favorable au socialisme, dans la perspective de l'après-gaullisme. Cette exigence de fond ne se traduit pas aujourd'hui par les mêmes engagements politiques ou les mêmes attitudes tactiques. Mais pour tous ceux qui participeront aux travaux de Grenoble, il apparaît que pour qu'un accord soit solide et durable, il est indispensable d'aborder l'étude d'un certain nombre de problèmes qui soulèvent de réelles difficultés.

A l'inverse de la démarche qui consiste à dire « oublions ce qui nous sépare, pour insister sur ce qui nous unit » la rencontre de Grenoble entend aborder un certain nombre de questions qui font effectivement difficulté. Celles que rencontrera tout gouvernement de gauche. Celles que les forces socialistes se doivent d'aborder dès maintenant, si elles veulent peser dans le sens du socialisme pendant la période de transition.

Trop d'expériences récentes dans les pays proches (Grande-Bretagne ou Italie), ont montré que sur les problèmes de la monnaie, de la politique internationale ou de la planification, l'impréparation entraînait, inéluctablement, des reculs ou de nouvelles difficultés.

Le volontarisme en la matière ne suffit pas. Pas plus que des déclarations générales. Cerner les problèmes, prévoir dès aujourd'hui les grandes lignes d'une politique socialiste, pendant cette période de transition dont on sent bien qu'elle sera mouvante et grosse de difficultés, tel est l'objet des trois premiers rapports, groupés sous le titre général : les voies de passage au socialisme.

Deux autres rapports « La démocratie dans l'Etat socialiste » et « Plan et marché dans l'économie socialiste » abordent des problèmes théoriques brûlants. Il s'agit ici des questions inhérentes à un Etat socialiste français. La vue ici est donc à long terme. Encore que de la manière dont ces problèmes seront abordés et tranchés dépende beau-

coup des possibilités d'intervention d'aujourd'hui des forces socialistes.

Bien entendu, une telle démarche, fruit de longues discussions, ne peut en provoquer que de nouvelles. Il s'agit ici d'une première approche sujette comme toute recherche à des erreurs et des insuffisances.

Seuls les dogmatiques de tous bords pourront s'en inquiéter. Pour notre part, soucieux de mettre constamment en accord notre pratique avec notre théorie, nous aimons mieux aborder au fond les problèmes qui vont se poser à notre pays dans les années qui viennent.

Nous sommes conscients qu'ils ne seront pas faciles. Nous savons d'expérience qu'il ne suffit pas d'en souligner les nouveaux aspects pour les résoudre. Nous savons également qu'ils doivent être étudiés en commun avec tous les courants socialistes de ce pays.

Tel est le sens premier de la rencontre de Grenoble. Pas plus, mais pas moins.

C. G.

I. - VOIES DE PASSAGE AU SOCIALISME

rapporteur Georges SERVET

Sous ce titre général, ont été regroupés trois rapports :

- Objectifs et moyens de la politique économique. Rôle du secteur public et du secteur privé.
- La Gauche et la monnaie.
- Fondements économiques et financiers d'une politique internationale socialiste.

Nous en résumons ici les thèmes essentiels. En restant fidèle à la pensée des rapporteurs, mais en souhaitant qu'ils fassent l'objet de réflexions de tous nos militants et sections.

Objectifs et moyens de la politique économique

« Quelles que soient les conditions de son accession au pouvoir, un gouvernement socialiste sera l'objet d'une agression discrète ou déclarée des forces hostiles sur le plan politique et sur le plan économique. Dans l'épreuve ainsi engagée, l'existence d'un secteur public important et la possibilité de son extension au détriment du secteur privé constitueront un facteur de force pour la Gauche. »

Cette remarque liminaire éclaire l'ensemble de ce premier rapport qui entend proposer non seulement des objectifs à long terme, mais, pour commencer, des voies de passage utilisables par un gouvernement socialiste dès son accession aux responsabilités du pouvoir.

Dans cet esprit, la soumission estime que la gauche au pouvoir, désireuse de hâter l'avènement du socialisme, devrait avoir trois ordres de préoccupations : faire progresser les valeurs du socialisme ; réduire le poids des contraintes qui spontanément s'opposent dans la société française à la réussite d'une expérience de gauche ; se donner les moyens d'une politique novatrice en matière économique et sociale.

Réduire le poids des contraintes

Un gouvernement socialiste doit avoir à l'esprit :

- que la France n'est pas encore une grande nation industrielle et traversera pendant au moins dix ans une phase difficile d'adaptation internationale ;
- que la Gauche n'a pas naturellement une majorité nette dans l'électorat français. La marge de jeu n'est pas considérable, bien qu'elle puisse être élargie.

Il faut donc, pour vaincre les résistances spontanées, qu'un gouvernement de gauche porte son effort dans deux directions :

- Assurer l'indépendance nationale dans toute la mesure nécessaire à l'indépendance de la politique suivie.

Ce qui signifie concrètement que la balance des paiements devra être équilibrée, les investissements étrangers efficacement contrôlés, et le maintien dans le marché commun soumis aux deux conditions suivantes :

- subordination de tout progrès dans la réalisation du marché commun à l'acceptation par nos partenaires d'une politique commune de planification ;
- toute mise en cause de l'expérience socialiste française par nos partenaires entraînerait le jeu des mécanismes de sauvegarde et éventuellement un blocage des institutions du Marché commun.

- Créer à l'intérieur du pays un rapport de forces qui empêche la mise en échec de l'expérience.

Se donner les moyens d'une politique novatrice

Le point de départ, en la matière, a paru être au groupe de travail la vérité des prix associée à une authentique politique des revenus.

La vérité des prix est un choix délibéré. Deux raisons essentielles la justifient :

- l'autonomie nécessaire des entreprises ;

● le fait que la gratuité et les sous-prix sont, d'une façon générale, coûteux pour la collectivité.

Mais cette politique des prix doit s'accompagner d'une authentique politique des revenus qui, sous peine d'être condamnée à l'échec, doit être une politique contractuelle établie au niveau national et local avec les organisations syndicales intéressées.

Pour ce qui est des investissements, leur croissance et leur orientation supposent une politique financière sélective. L'accroissement de l'effort collectif ne peut, cependant, se concevoir sans un développement conséquent de l'épargne publique et privée.

Enfin, il semble que, même si les socialistes décident de viser, à terme, dans certaines branches, la suppression totale de l'autofinancement, des

mesures intermédiaires devraient être dès maintenant mises au point :

- attribution au groupe des salariés de titres représentant une partie de l'autofinancement, titres qui seraient gérés par une caisse nationale ;

- les conflits éventuels entre chefs d'entreprise, organisations de salariés et caisse nationale étant arbitrés par une *juridiction économique* compétente en matière de distribution des revenus.

Tout cet ensemble s'articule autour de l'idée de la planification, qui devra être démocratique dans son élaboration et volontaire dans son exécution. On rejoint ici nombre de conclusions des colloques déjà consacrés à la planification démocratique.

La Gauche et la monnaie

Problème particulier mais décisif : celui de la monnaie. La France, plus que d'autres pays, est portée vers l'inflation. La Gauche, par vocation, est destinée, comme on l'a vu dans le précédent rapport, à entreprendre un effort économique et social plus ambitieux, malgré l'hostilité des possédants, voire l'hostilité internationale. Comment, dans ces conditions, la Gauche au pouvoir pourra-t-elle mener une politique financière raisonnable ?

Etendre les pouvoirs financiers de l'Etat

Pour s'en tenir aux problèmes financiers, le rapport formule quelques observations :

a) En premier lieu, il paraît indispensable de donner à l'Etat, dès la prise du pouvoir, les moyens de contrôler, de diriger et d'animer la marche de l'économie. Cela suppose notamment un remodelage des organismes financiers et bancaires relevant déjà du secteur public ou nationalisé, un renforcement des pouvoirs de contrôle du crédit, une ré-activation des circuits financiers dépendant du Trésor. Cela suppose également que les pouvoirs financiers de l'Etat soient étendus, notamment en vue d'exploiter pleinement les pouvoirs d'orientation et d'investissement que la multitude des participations financières de l'Etat et de ses divers démembrements peut fournir : à cet égard, l'I.R.I. italien pourrait offrir, sinon un modèle, du moins un thème de réflexion.

b) en second lieu, l'ensemble des réformes de structures prévues devra intervenir rapidement. A la fois pour profiter de l'élan créé, mais aussi pour rechercher un *modus vivendi* durable avec le secteur qui demeurera privé.

Enfin, cet ensemble de mesures doit constituer une sorte de *planification financière* complémentaire des formes actuelles de la planification.

Combattre la hausse des prix

Pour rester au pouvoir et pour réussir, la Gauche ne peut accepter la hausse des prix. Ceci posé, il faut se souvenir qu'aucun gouvernement de droite, dans aucun pays capitaliste développé, n'a encore réussi à maîtriser parfaitement l'inflation ; par conséquent, la Gauche ne peut, dans un premier temps, espérer faire mieux : elle aurait absolument tort de viser ici des objectifs qui demeurent hors de portée de la droite.

En définitive, la Gauche doit simplement se fixer des limites à ne pas dépasser. Concrètement, cet objectif général peut se préciser assez aisément dans trois secteurs-clés : ceux des prix, des devises et du budget.

Dans le domaine des prix : l'objectif est d'éviter que le niveau général des prix augmente plus vite en France que dans les pays avec lesquels s'opère la majeure partie de nos échanges internationaux.

Dans le domaine des devises, il faut conserver une masse de manœuvre suffisante pour faire face à de mauvaises conjonctures et exercer une influence suffisante dans la réorganisation du système monétaire international.

Dans le domaine budgétaire, enfin, l'objectif doit être, tant au niveau de l'Etat qu'à celui des collectivités locales et des organismes sociaux, de choisir et non pas de subir, de garder la maîtrise des budgets et la maîtrise des influences qu'ils exercent sur l'économie.

Fondements économiques et financiers d'une politique internationale

Troisième volet d'une même préoccupation : la politique internationale et ses aspects économiques.

Un pays déterminé, tout comme une entreprise industrielle ou commerciale, peut subir de trois manières l'influence ou la domination d'un autre partenaire.

La comparaison s'établit aisément entre :

- sociétés filiales et cas de colonisation politique ;

- entreprise fabriquant sous licence étrangère ou obligée d'admettre un partage des marchés et présence d'entreprises étrangères en po-

(Suite page 8.)

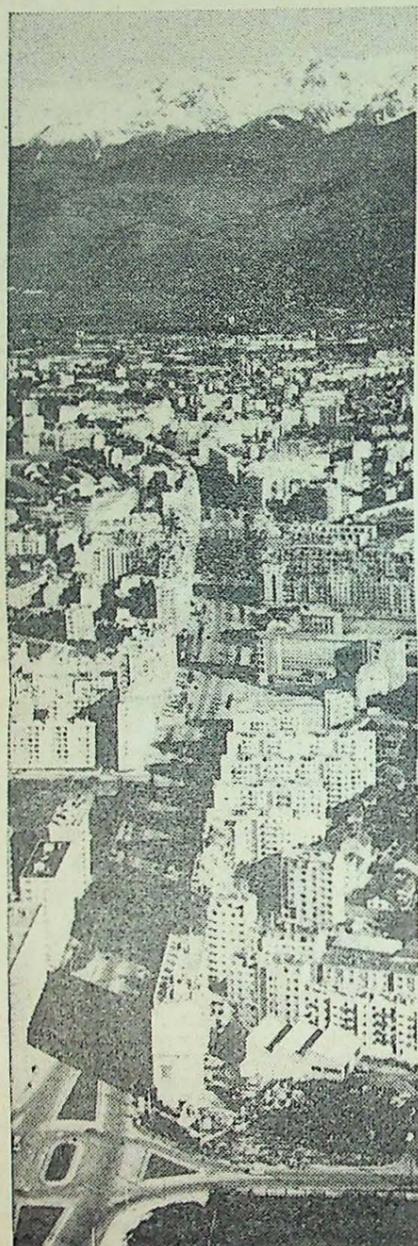
GRENOBLE CONTEMPORAIN

UNE ville, c'est comme un pays ou un être humain, ça ne se découvre pas d'un coup d'œil, fût-il panoramique ; ça ne se jauge pas entre deux trains, au hasard d'une légende. De même, ça ne se conte pas au rythme de quelques reminiscences, comme le déballez-moi ça de quelques lectures dans le vent (idéologique).

Il court sur Grenoble des mythes qui surprennent au premier chef les Grenoblois eux-mêmes. Derrière cette mythologie selon les cas bienveillante ou malveillante, un monde réel comme dirait l'écrivain, et un monde en mouvement.

Rien de plus malaisé que de discerner les lignes de ce monde qui foisonne. Car il me paraît important de réfléchir sur le cas de Grenoble en tant que cité, pour rechercher si ses structures économiques, sociales et politiques dénotent l'apparition et le développement de « couches nouvelles ».

A dire vrai, il s'agit là d'une recherche délicate, ambiguë, et pourtant



Grenoble : avantage et désavantage du site.

essentielle. La notion de « couches nouvelles » a-t-elle germé dans la conscience de quelques esprits imaginatifs, ou bien découle-t-elle d'une pratique et d'une réalité encore mal cernées ? Du coup, nous retrouvons toutes les difficultés de l'analyse actuelle trop souvent aliénée par des préjugés idéologiques et trop souvent éloignée d'une observation sur le terrain, minutieuse, rigoureuse, indispensable ; mais nous retrouvons également un autre type de déviation qui conduit à généraliser des indications glanées empiriquement, valables partiellement, au détriment d'une conception de base modulée en fonction des découvertes quotidiennes.

Je crois que nous nous heurtons à un problème capital, celui de la connaissance réelle et objective de notre société ; sans une telle connaissance constamment renouvelée et constamment à jour, il peut paraître assez vain de prétendre à une action politique consciente et volontaire. A ce titre, on peut se demander si toute une pensée de gauche ne s'est pas tout simplement laissée porter par les événements et par les structures, au lieu de les analyser et de les modifier. Qu'il me soit permis de dire ici que pour la nouvelle génération à laquelle j'appartiens, il y a là quelque chose de décisif. Dans l'immédiat, il serait pourtant bien utopique de prétendre

à autre chose qu'à un équilibre précaire entre la connaissance empirique et une analyse théorique qui a grand besoin d'être revivifiée au contact des réalités mouvantes.

On s'interrogera sur les liens entre ce préambule et une présentation de Grenoble ? Ces liens existent car Grenoble et ce qui s'y déroule depuis plusieurs années constituent un véritable laboratoire de la société française. En laboratoire, on a droit aux tâtonnements, aux erreurs, mais en général il en sort toujours quelques progrès. Aussi notre reportage se présentera-t-il comme une visite au laboratoire grenoblois !

Je ne dirai pas « suivez le guide », mais suivez le chercheur qui, comme vous, s'interroge !

Comme un champion

Grenoble, c'est une longue suite de titres et de records, c'est une ville-pilote, c'est un peu une référence unique en France. Succès qui n'ont rien de spontané, ni d'inattendu et dont les causes sont explicables. Voyez plutôt vous-même !

Grenoble a inauguré le premier centre de planing familial, Grenoble a inventé le principe de la copropriété, Grenoble a lancé la promotion des travailleurs, la section locale d'entreprise y a été reconnue pour la première fois, très tôt l'Université s'y est développée en liaison directe avec l'industrie. Faut-il rappeler le rôle de Grenoble dans la lutte contre la guerre d'Algérie, depuis les arrêts de trains de rappelés en 1955 jusqu'au Colloque de 1961 qui élaborait les thèmes d'un règlement négocié ?

Plus récemment, en mars 1965, les élections municipales de Grenoble éclataient dans le ciel serein des combines politiques traditionnelles, une alliance originale portait au pouvoir de la cité une équipe neuve, gestionnaire dont les options s'apparentent à une exigence socialiste. L'U.N.R. était battue, alors qu'en 1962 elle atteignait à Grenoble le plus fort pourcentage de voix en France. La gauche ne se présentait pas seulement comme une force de constante opposition, mais comme une volonté de gestion capable de démontrer l'efficacité de ses idées.

Demain, en février 1968, les Jeux Olympiques d'hiver se tiendront à Grenoble. On devine tout de suite l'ampleur de la manifestation qui conduit les Pouvoirs publics à quotidiennement traiter avec l'équipe municipale. Au niveau du pratique s'affrontent deux conceptions : importantes transformations d'urbanisme, aménagement du futur qui doit servir le prestige du gouvernement, mais que la municipalité envisage dans la perspective de progrès socio-économiques pour la cité.

Grenoble serait-elle une ville linéaire, sans problèmes, comme hier certains saluaient ici et là le paradis socialiste ou les républiques populaires du Tiers Monde ? C'est à ce niveau, me semble-t-il, que doit intervenir une approche nouvelle. L'approche nouvelle, d'après ce que j'ai pu observer, consiste en premier lieu à analyser les contradictions rencontrées et suscitées par le développement de Grenoble, et en second lieu à s'efforcer d'appliquer des solutions neuves, respectueuses des intérêts de l'ensemble des couches laborieuses.

Les contradictions sont diverses et de diverse nature. A Grenoble comme ailleurs, la poursuite de l'expansion demeure problématique ; les effets du Plan de stabilisation s'y sont fait sentir avec des nuances particulières. La poursuite de l'expansion ne pose pas seulement des problèmes conjoncturels, elle met en cause également des difficultés d'ordre structurel : le boom de Grenoble a reposé sur les industries d'équipement hydro-électrique, ces industries sont maintenant en régression car on revient aux centrales thermiques, ou bien l'on prévoit des centrales nucléaires. Le développement des industries d'aménagement hydro-électrique était lui-même dû au contexte géographique, la montagne et ses chutes d'eau (du moins à l'origine). Aujourd'hui, il ne s'agit plus de partir de réalisations locales, mais de penser les problèmes en fonction de la demande d'autres régions françaises ou de l'étranger. Les entreprises de Grenoble doivent résoudre des données techniques spécifiques, elles doivent constamment suivre les progrès technologiques. Cette exportation de « matière grise » et de matière implique la multiplication de laboratoires et de centres de

recherche, elle pose également un problème crucial, celui des transports.

L'implantation d'industries nouvelles pose à son tour des problèmes d'habitat et d'équipement auxquels la municipalité est confrontée d'autant plus que l'émigration sur Grenoble est constante. Or Grenoble-ville est embouteillée, des banlieues surgissent, les communes suburbaines se rapprochent. Il faut éviter l'anarchie, rationaliser les occupations, les constructions...

Préoccupations essentielles mais délicates qui font apparaître une série de goulots administratifs préjudiciables : rapports avec les Pouvoirs publics, rapports avec Paris, rapports avec les centres de décision des entreprises qui se regroupent progressivement sur Paris parallèlement au processus de concentration des industries.

Toute cette matière économique et sociale ressemble-t-elle à ce que l'on observe ailleurs, comme par exemple la reconversion des chantiers navals ou celle de l'Est ? Ou bien fait-elle apparaître des réalités inédites, spécifiques, tendant à une autre évolution ? Ici se mesure le degré de consistance de « couches nouvelles » et c'est seulement ensuite que l'on est en droit de se demander si la municipalité de Grenoble reflète politiquement ces transformations structurelles.

Les quelques notes qui vont suivre, et qui font suite à une brève enquête sur place, n'ont d'autre ambition que d'offrir quelques éléments de réponse à la double question précédente.

Une population mobile

Est-ce le cadre naturel particulier qui attire plus qu'ailleurs, est-ce l'expansion (1) et le niveau technique élevé qui attirent également ? Toujours est-il que la population de Grenoble se renouvelle sans cesse sous un flot incessant de non-Grenoblois ! Chacun de vos interlocuteurs affirmait d'autant plus son objectivité qu'il ne se considère pas comme lié à une cité dont il n'est pas natif. Il n'y a guère que Paris qui puisse, sur ce plan, se comparer à Grenoble. En outre, cette population qui se renouvelle sans arrêt, se maintient sans cesse à un niveau très jeune. Ce sont des jeunes qui viennent s'installer à Grenoble. Absence de chauvinisme local, priorité au dynamisme, deux qualités essentielles. Grenoble est portée par la vitalité de ses habitants, par là-même elle s'ouvre au progrès. Pour peu que cette population soit dans sa grande majorité d'une qualification technique élevée, ce qui est le cas, et l'on aura un moteur humain assez exceptionnel. Il va de soi qu'il s'agit là d'une caractéristique globale qui demanderait à être nuancée par une enquête plus poussée et dont il faudrait expliquer les rapports étroits et réciproques avec le développement économique de l'agglomération.

Quelques chiffres confirmeront l'impression générale. En 1872, la capitale du Dauphiné comptait 42.660 habitants ; en 1962, le chiffre atteignait 160.000 et 300.000 au niveau du « Groupement d'urbanisme » (G.U. qui comprend 21 communes suburbaines, celle de Grenoble incluse). Grenoble détient le record de l'expansion démographique avec un accroissement de 44,4 p. 100 de sa population entre 1954 et 1962. Précisément, l'immigration représente 77 p. 100 de cette augmentation, ce qui ne signifie pas pour autant que le taux de natalité de la population soit faible ou en régression, puisque les gens de 20 à 40 ans constituent la majorité des habitants (à noter la présence de 18.300 rapatriés d'Algérie). Sur ce total, le « vieux Grenoble » ne représente que 5 à 10 p. 100.

Une expansion à la recherche d'un nouveau souffle

Un rapport préfectoral préparatoire au V^e Plan envisage l'avenir de la manière suivante : estimation maximum, 160.000 emplois pour une population qui serait de 400.000 habitants en 1971 ; estimation minimum de 148.000 emplois pour 370.000 habitants ; éventualité moyenne oscillant autour de 154.000 emplois pour 385.000 habitants.

Jeunes cadres, techniciens, universitaires forment le flot principal de l'immigration. Ce secteur caractéristique de la démographie grenobloise a servi ces dernières années au développement économique. L'orientation politique de la ville n'y est pas non plus étrangère.

Au départ, le « désert isérien », rien de particulier durant le XIX^e siècle, les débuts de la révolution industrielle ne laissent guère de trace à Grenoble. A la fin du XIX^e siècle, Stendhal, l'un des enfants prodiges du pays, aurait pu railler sa cité nourricière comme il l'avait fait sans ménagement du temps de son vivant. L'Université de Grenoble qui sera plus tard célèbre et réputée, somme toute isolée et repliée. La ville hibernait.

A l'aube de notre siècle, quelques entreprises commencent à se développer à partir des maigres ressources locales : caprins dont les peaux donnent naissance à une industrie de la ganterie qui sera vite de qualité, forêts et utilisation des eaux qui engendreront la papeterie. Aujourd'hui, l'industrie textile et la papeterie sont en régression, à l'exception des vêtements de sports d'hiver. Mais la fortune de Grenoble devait naître dans d'autres secteurs. Un papetier, qui laissera son nom à la postérité, eut l'idée ingénieuse d'utiliser la force hydraulique et installa la première chute d'eau dont il appliqua l'énergie à ses machines. Grenoble allait devenir un centre de développement hydro-électrique. Durant plus d'un demi-siècle, les industries vont apparaître et croître liées à toutes les activités suscitées par l'équipement des chutes d'eau jusqu'aux domaines modernes de la radio, de l'électronique, de l'énergie nucléaire apparus au fur et à mesure en aval des problèmes de l'hydro-électricité. Et pourtant, jusqu'à ces dernières années, le capitalisme grenoblois pouvait être considéré comme un capitalisme « de papa », un capitalisme familial, les Neyric, les Merlin-Gérin, etc., mais un capitalisme dynamique favorisé par les nécessités de l'équipement électrique du pays au lendemain de la guerre, favorisé par une recherche technique complémentaire se poursuivant sur place grâce à l'Université et en particulier à la faculté des Sciences, pratiquant à une échelle peu commune en France l'autofinancement et une politique paternaliste qui fut longtemps efficace.

Les problèmes sont venus, de plusieurs sortes : le capitalisme familial s'est dégradé sous l'effet toujours plus grand de la concentration, Neyric absorbé par Alstom, Merlin-Gérin intégré au groupe Schneider, etc. La dégradation qui s'explique à la fois par les transformations techniques par la saturation de la demande d'équipement hydro-électrique. La concentration a fait émigrer les centres de décision qui se localisent à Paris. Parallèlement à ce processus on a assisté à l'implantation de centres de recherches, de laboratoires qui étaient attirés par Grenoble en raison de l'influence de son Université et de la fonction du développement de son industrie hydro-électrique. La technique attire la technique, la matière grise attire la matière grise. Des contrats ont été conclus entre des industries et des chercheurs, des brevets ont été suscités puis appliqués. L'Etat, à son tour, est intervenu dans ces relations contractuelles, notamment dans les domaines nucléaires et spatiaux. Bref, une cumulation de moyens et des techniques de production s'est peu à peu produite sur Grenoble, à partir initialement de l'industrie hydro-électrique, pour ensuite dépasser cette origine. Aujourd'hui, que l'impact hydro-électrique s'efface, l'armature productive de Grenoble demeure, elle doit se reconvertir en certains domaines, mais elle doit aussi se dépasser et s'adapter à une nouvelle situation, qui sera en quelque sorte son troisième souffle.

Si les Pouvoirs publics se préoccupent avec plus ou moins de bonheur de cette mutation, il appartient aux forces politiques et syndicales de gauche de peser vers des solutions neuves, efficaces et progressistes. C'est certainement le problème le plus important qui se pose à Grenoble. Les aménagements liés à la tenue des Jeux olympiques doivent être conçus en fonction de cet aménagement global. Il faut que les Jeux olympiques s'intègrent à la transformation de l'agglomération. On notera qu'à côté des organismes officiels, chargés de ces aménagements, la municipalité vient de créer une « Agence d'urbanisme » dont la vocation première a pour ambition d'être un instrument de connaissance des données socio-économiques et de pouvoir agir comme un instrument de planification locale (la tentative de regroupement des municipalités

PLÉE

suburbaines au sein de cette agence n'est pas sans poser de problèmes, car il convient de respecter l'autonomie des communes tout en les intégrant dans un ensemble rationnel et harmonieux).

La nouvelle municipalité est donc confrontée à l'avenir de Grenoble. Après seulement un an, il est malaisé de se prononcer sur sa gestion. On aura surtout constaté qu'elle se dote de moyens d'action et que par là-même elle se heurte souvent à une administration archaïque, mal adaptée aux nécessités modernes. En outre, la municipalité rencontre des difficultés, des obstacles politiques, ce qui nous oblige maintenant à parler des hommes après avoir évoqué les choses.

D'un autre côté, vu de l'horizon professeurs, chercheurs, le monde universitaire subit actuellement une transformation normale, dangereuse, et sans doute décisive.

Indépendamment de l'enseignement proprement dit, la recherche a pris un tour de rentabilité comme on s'en rend mal compte ailleurs, par l'établissement de rapports étroits entre les besoins de la production industrielle et la recherche de plus en plus appliquée à des objectifs déterminés. Les industries investissent dans les laboratoires de recherche, passent des contrats qui lient le personnel et imposent des secteurs d'activité déterminés. L'Université devient une véritable « fabrique de matière grise ». Ce principe des contrats a été à la base du développement de l'industrie grenobloise. Citons l'exemple de la « Société des Machines Electrostatiques » SAMES fondée en 1947 pour exploiter les inventions de M. le professeur Félicy sur les machines électrostatiques ; on

rieurs d'analyse. Souligner ces phénomènes significatifs et prometteurs ne doit pas conduire à ignorer des formes socio-économiques plus vêtues mais aussi dramatiques que les problèmes posés par les chantiers navals ou les mines de charbon. Mais ce qui est important pour l'avenir, c'est cette apparition, car on doit noter avec S. Mallet, « l'entrée dans la lutte sociale et politique d'éléments sociologiquement neufs de la population que les processus de développement du capitalisme moderne amenaient à une prise de conscience socialiste par d'autres voies. Ces couches — d'avant-garde — ne sont pas prédestinées magiquement à ce rôle : elles sont pré-déterminées à le jouer parce que leur position dans les rapports de production les place en contact direct avec les formes les plus développées, les plus modernes du système capitaliste. La question est de bien situer quelles sont les forces qui peuvent formuler avec le plus de netteté aujourd'hui l'exigence d'une société nouvelle » (2).

Au niveau même du mode de vie, il conviendrait d'observer les transformations. Ce tour d'horizon ne nous permet guère de nous arrêter à ces bouleversements sociologiques car les conséquences politiques doivent en priorité retenir notre attention (3).

La politique à Grenoble : de nouvelles frontières

Le creuset social et économique de Grenoble devait-il, pouvait-il déboucher sur des mutations politiques ? Question qui vient tout normalement à l'esprit et à laquelle on serait bien inspiré de répondre à la lumière même des élections municipales de mars 1965 et de l'année de gestion qui vient de s'écouler.

Il est certain que la coalition qui a battu l'U.N.R. du docteur Michallon et devancé le P.C.F. en 1965 revêt, par de nombreux aspects, des allures nouvelles et significatives. Cette coalition regroupe, on le sait, la S.F.I.O., le P.S.U. et le G.A.M. (« Groupe d'Action Municipale » auquel appartient le maire, M. Dubedout). Coalition qui combine à la fois l'ancien et le nouveau ; qui l'emporta, il faut le reconnaître, avec à peine 2.000 voix de plus que la liste concurrente et avec l'appui réservé du P.C.F. L'ancien, c'est de toute évidence le compromis passé avec les forces politiques traditionnelles, c'est la nécessité d'un jeu tactique et d'une arithmétique électorale. Le nouveau, c'est en premier lieu la priorité accordée à l'affirmation d'un programme au-delà des combinaisons politiques proprement dites ; c'est en outre la détermination d'hommes neufs et décidés (tous les conseillers municipaux entraînent pour la première fois à la mairie). Le programme municipal comprenait des objectifs spécifiques à la ville de Grenoble (qui venait au surplus de se voir désignée pour les Jeux Olympiques d'hiver de 1968), mais il reposait surtout sur la volonté d'une gestion efficace, sur la nécessité que ce soit les élus qui dirigent et non l'Administration inamovible, sur l'ambition d'un dialogue constamment entretenu avec les administrés. En un an, des obstacles prévisibles se sont concrétisés : goulots administratifs aussi bien au niveau local qu'au niveau parisien (rappelez-vous que tous les élus sont bénévoles !); apparition de problèmes techniques auxquels il convient de s'adapter (urbanisme qui relève des attributions de notre ami Verlac, insuffisances de l'information, etc.); bref, gérer ce n'est pas une sinécure et de plus cela conduit inévitablement à une interrogation politique dont il serait vain de nier l'échéance. Le G.A.M., émanation de syndicalistes surtout C.F.D.T., de militants de « Peuple et Culture », de cadres de techniciens, de syndicalistes payés, de représentants d'« unions de quartiers » (4) a une origine si l'on peut dire « apolitique ». Certains souriront et pourtant ils auront tort car ils contesteront des forces potentielles, démotivées ou peu encouragées par les opérations de la « gauche traditionnelle ». Le G.A.M. a eu pour objectif initial une gestion saine qu'imposaient les nombreuses carences de l'équipe municipale précédente. La politique n'était alors perçue que comme une perversion de notables et de professionnels de plus en plus incapables de faire face aux problèmes réels des administrés. Ce sentiment, nous l'avons rencontré dans plusieurs autres villes, à Paris ou en province ; il traduit une nostalgie significative et qui ne manquera pas de peser de plus en plus sur l'avenir.

Comme me l'ont confié de nombreux élus, il est survenu un moment

où il s'est produit une sorte de rencontre avec « l'événement politique » (ce qui prouve en passant que les accusations de technocratie pure lancées contre les hommes de Grenoble sont sans fondement). L'élection présidentielle a sans aucun doute constitué le principal de ces événements. Que l'on comprenne bien Dubedout et ses amis, ils ne songeaient pas à se servir de leurs sièges pour jouer des « coudes » dans les regroupements qui s'opéraient, mais ils étaient conscients qu'il leur fallait prendre position. Comme on le sait, ils l'ont fait avec réserve en faveur de la candidature Mitterrand. Car si pour ces hommes il est indispensable de préparer l'après-gaullisme, ils n'entendent pas préparer un horizon reposant sur des combinaisons éphémères et surtout ils estiment nécessaire pour l'emporter, d'apparaître capables non seulement de prendre le pouvoir, mais surtout de l'exercer avec efficacité dans une perspective progressive.

Le colloque socialiste, les élections législatives peuvent être autant d'occasions d'une affirmation politique nécessaire, cette affirmation ne saurait se dérouler dans la confusion, les jeux tactiques, dans le sillon d'une politique trop traditionnelle. En outre, l'engagement politique doit se situer dans le prolongement exact de la gestion municipale, cette gestion ne doit pas être un marchepied, elle ne doit pas être sacrifiée au profit de conciliabules de salons, elle est et demeure primordiale. Gestion et options politiques doivent constituer les deux termes d'une ligne à laquelle sont fermement attachés les militants du G.A.M., du P.S.U. et à laquelle les conseillers socialistes ne doivent pas être insensibles.

L'expérience de Grenoble est en marche. Elle est à construire comme un projet nouveau et encore fragile ; elle marquera peut-être un tournant dans l'évolution de la gauche française dont elle doit d'ores et déjà retenir toute l'attention et l'estime.

Rémy Grillault.

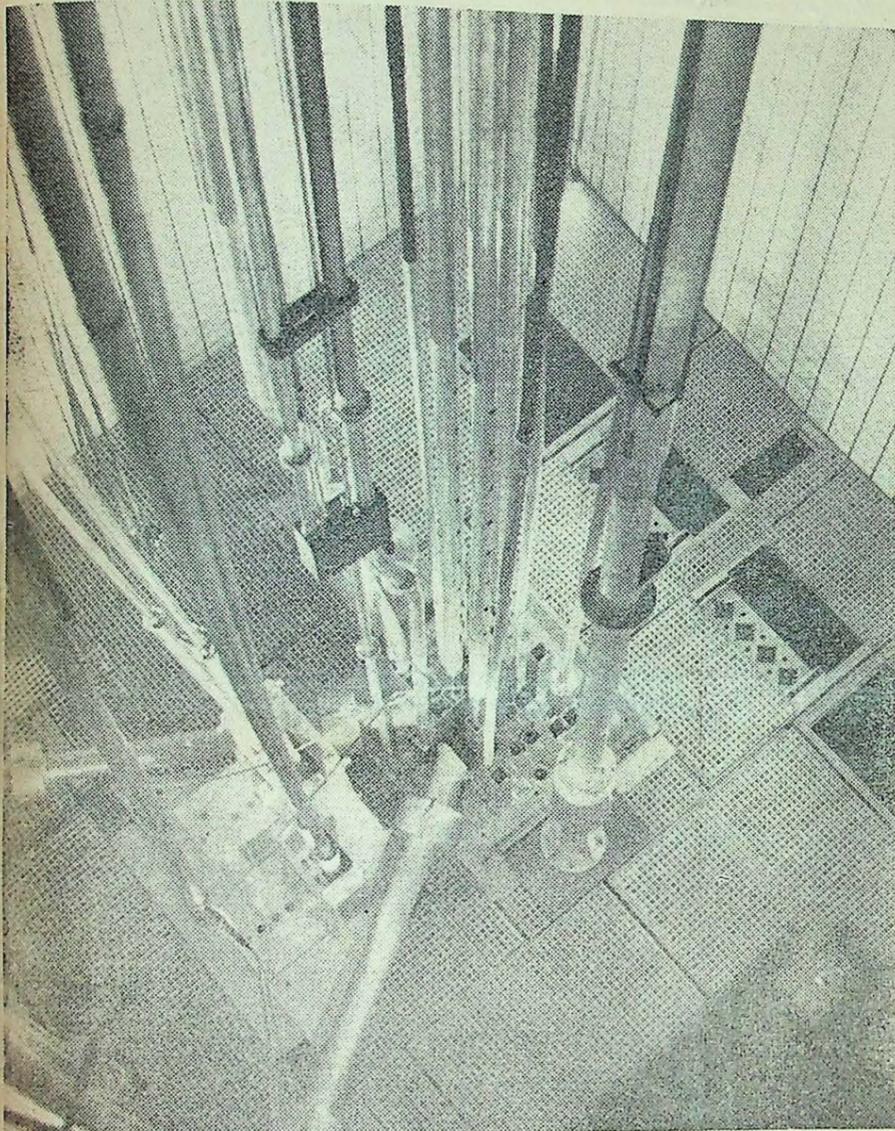
(1) La notion d'expansion n'a de valeur que dans la mesure où elle est nuancée. Ainsi Grenoble qui a connu un boom économique indiscutable, a également connu une régression dans certains secteurs ; les deux mouvements se sont produits simultanément à la différence d'autres régions françaises (récentement encore on apprenait que la Société Neyrpic envisageait 200 à 250 licenciements à son usine de Grenoble).

(2) Lire le livre de Serge Mallet « Le Gaullisme et la Gauche » (Editions du Seuil) si utile lorsqu'on analyse une ville comme Grenoble (cf. la critique par M. Combes dans T. S. n° 279).

(3) Le responsable municipal des « Affaires culturelles », très lié à « Peuple et Culture », est un homme précis, persévérant qui a sur son secteur des idées directrices élaborées. Il insiste, au cours d'une rencontre, sur un certain nombre de points que je résume. La culture populaire doit être une culture de qualité, la qualité est en définitive une revendication populaire plus profonde qu'on ne le croit généralement. Pour Grenoble, il importe, en premier lieu, de penser une planification culturelle, la création de l'Agence d'urbanisme y contribuera en révélant les besoins. Ensuite il faudra tenir compte d'un équilibre entre les équipements centralisés et les équipements décentralisés et ne pas privilégier les uns au détriment des autres. Pour l'équipement central il est surtout prévu l'implantation d'une « Maison de la Culture » annoncée dans le cadre des Jeux Olympiques. Grenoble demeure, en effet, une ville culturellement « sous-développée », entendons par là que son équipement culturel est totalement insuffisant par rapport aux besoins, et aux besoins croissants, de la population (insuffisant par rapport aux besoins et aux besoins croissants de la population (insuffisance à déplorer en dépit d'efforts valables déployés en particulier par la « Comédie des Alpes »).

Pour l'équipement décentralisé on compte qu'en 1968 il y aura onze maisons de jeunes contre cinq actuellement (récentement un foyer pour jeunes travailleuses a été inauguré qui est remarquable à bien des égards) ; quatre nouvelles bibliothèques de quartier dont certaines exclusivement réservées aux enfants. L'exemple de la bibliothèque permet de mettre l'accent sur un aspect essentiel qui retient mon interlocuteur : l'équipement ne se limite pas à l'équipement matériel proprement dit, il doit aussi impliquer tout ce qui concerne l'animation. Un musée, une bibliothèque sans animation convenable demeurant des instruments sans vie, relevant d'une culture sclérosée. Qui parle d'animation, parle également de gestion. Aux yeux de la municipalité l'équipement culturel doit être conçu dans l'optique de la cogestion.

(4) Il existe à Grenoble un mode d'animation original, les « Unions de Quartiers ». Ces unions soit coordonnent les activités des multiples associations, soit structurent la vie du quartier. Elles ont joué un rôle primordial lors des élections ; depuis on s'efforce d'enrichir le dialogue entre la mairie et les unions. Ces unions qui vont à l'encontre de l'individualisation si caractéristique des tendances de notre société de « masse », tendent à familiariser l'opinion avec le sens de la gestion.



Grenoble à l'âge atomique.

Université, rapports avec l'industrie, une nouvelle approche

A travers ses chercheurs, à travers ses étudiants, l'Université occupe une place prépondérante dans la vie de Grenoble. Un « campus » (domaine universitaire) qui fait songer au futurisme de l'urbanisme américain où l'on s'attend à tout moment à se voir plongé au sein d'un quelconque « teach in » ; 18.000 étudiants dont 2.000 à 2.500 étrangers et 8.000 pour la seule faculté des Sciences qui compte 1.200 chercheurs. Et pourtant l'impact de l'esprit universitaire sur la marche de la cité demande à être nuancé, un certain reflux dû à une évidente dépolitisation a joué dans le même temps que les rapports se resserraient entre l'Université et l'industrie. Durant la guerre d'Algérie, la faculté de Grenoble s'est portée à la pointe du mouvement ; en 1962, lors des grèves Neyrpic pour la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, les étudiants et les professeurs ont participé très activement au mouvement de revendication sociale et l'on se souvient encore d'un puissant meeting qui fut tenu conjointement entre tous les travailleurs, le corps enseignant, les étudiants. Mais depuis lors, la jeunesse rencontre une crise, la reconversion du syndicalisme après la longue tension algérienne a été difficile et les nouveaux qui n'ont pas connu ce passé « héroïque » se trouvent quelque peu déphasés. Impression peut-être trop générale mais qui intrigue. Le dialogue étudiant-municipalité est lui-même assez lâche, au préjudice d'un meilleur regroupement des forces vives de la cité.

pourrait citer d'autres cas analogues. Depuis cinq ou six ans environ, l'Etat est venu directement s'imposer comme le principal « commanditaire » ; désormais des contrats sont conclus avec la D.G.R.S.T. (organisme auprès du Premier ministre), avec la D.R.M.E. (organisme auprès du ministre des Armées). Les travaux sont le plus souvent orientés sur des objectifs spatiaux ou nucléaires.

Ce processus est évidemment capital, il est à la fois caractéristique d'une évolution structurelle et assez symptomatique de la « technocratie gaulliste ». C'est dire qu'il y a là une mutation inévitable mais dont il est possible, sinon souhaitable, d'infléchir les orientations fondamentales. Car les chercheurs, les professeurs interrogés, ne contestent pas des modifications qu'ils savent de nature « néo-capitaliste » ; mais l'avant-garde revendique la volonté de participer au choix, à l'élaboration de la planification, bref postule une véritable cogestion. Nous nous trouvons en présence de salariés qui par une revendication surgie de la nature des rapports de production, en viennent à viser des transformations socio-politiques essentielles. On pourrait faire cette remarque dans d'autres secteurs de production. Faut-il parler de « couches nouvelles » ? Je ne pense pas qu'il s'agisse là d'une illusion propre à faire prendre des vessies pour des lanternes. Il est encore sans doute bien difficile de décrire cette nouvelle forme politico-technique en train de naître sous nos yeux qu'il ne faudrait ni idéaliser, ni sous-estimer. Ce nouveau qui commence à poindre de l'ancien ne saurait éliminer soudainement tous les schémas anté-

(Suite de la page 5.)

sition dominante sur des branches importantes, voire sur l'économie entière d'un pays ;

● relations financières avec le monde extérieur, dans le cas de l'entreprise comme dans celui d'un pays. Or, le besoin de crédit est intimement lié à la vie économique intérieure comme aux échanges internationaux. Dès lors, les institutions qui maîtrisent l'octroi du crédit possèdent un pouvoir de fait considérable. Il en résulte que le premier devoir d'un gouvernement socialiste est de se donner les moyens de l'indépendance en équilibrant ses paiements extérieurs.

La portée de cette loi n'est en rien diminuée si l'on examine le problème des budgets militaires. Sauf accord international (cas de l'Autriche), on constate partout que la neutralité coûte cher (Suède, Suisse, Yougoslavie).

Quelles sont, dans ces conditions, les orientations possibles ?

Condamner la politique américaine

Le souci gaulliste de dissocier l'Europe des Etats-Unis est légitime et appelle, de la part de la Gauche, un soutien explicite. Mais le fait que cette recherche est axée surtout sur ses aspects diplomatiques et militaires, et non sur la réalité de l'indépendance économique, entraîne des résultats nombreux et néfastes.

Cette politique suppose, en effet, un appareil militaire de très grande puissance. La France n'a pas la possibilité économique de se le donner. Une Europe unifiée pourrait l'envisager, mais la manière dont le général conduit sa politique risque de faire échouer la construction européenne et d'intensifier les relations entre nos partenaires européens et les Etats-Unis.

Une politique socialiste prendra des orientations très différentes.

Une politique de paix suppose la condamnation la plus nette de la politique américaine au Vietnam et en Amérique latine.

Une politique d'aide au Tiers Monde exige la stabilisation des cours des matières premières ; un fort pourcentage de capitaux publics destinés aux opérations d'infrastructure et l'acceptation, par les pays développés, d'une division internationale du travail qui laisse aux industries du Tiers Monde une place croissante sur les marchés mondiaux.

Sur tous ces points, la dissociation est nécessaire par rapport aux orientations du capitalisme américain.

Si l'on considère, en outre, les objectifs intérieurs propres qu'une politique socialiste se fixerait en matière d'équipements collectifs ou d'implantations industrielles, il est évident qu'un gouvernement socialiste s'opposera à la politique commerciale des grands groupes financiers internationaux.

Le socialisme passe par l'Europe

Dans ces conditions, on est amené à considérer que le fondement de l'indépendance nécessaire sera la compétitivité de l'ensemble économique à vocation socialiste par rapport aux Etats-Unis.

Cet ensemble ne peut être que l'Europe pour d'évidentes raisons de taille. La France, déjà, n'est plus, ni technologiquement, ni commercialement, un pays indépendant.

Il est évident, d'autre part, que les forces socialistes ne remporteront pas la victoire au même moment et dans les mêmes conditions dans toute l'Europe. Il faudra bien que l'un commence. Il n'est pas exclu que la France ouvre la voie. Mais il n'y aurait de succès socialiste durable devant le capitalisme mondial qu'au niveau européen et, par conséquent, une politique d'orientation so-

cialiste devra pousser à l'unification européenne. Elle aura, cependant, l'obligation constante d'éviter, dans la construction européenne, toute orientation qui accentuera la puissance du capitalisme international.

Il faut donc à la fois faire l'Europe, mais éviter l'orientation vers un libre échangisme généralisé dans le monde dit occidental.

La clé de la manœuvre doit être la planification européenne qui devra s'appuyer pendant longtemps encore sur le relais que présentent les planifications nationales.

Contrairement à ce qui a été trop souvent dit, l'ouverture des échanges ne condamne pas la planification.

II. - LE PLAN ET LE MARCHÉ DANS L'ÉCONOMIE SOCIALISTE

rapporteur Pierre LAVAU

Le modèle d'économie socialiste dans la France de 1980 suppose un pari sur les chances du socialisme en Europe. Le pari est raisonnable en ce qu'il est fondé sur l'hypothèse que les voies de passage vers l'économie socialiste auront été franchies en France avec succès. Et pas seulement en France, mais également en Europe. Ce qui doit amener les socialistes français à tenir compte dès aujourd'hui des conceptions des autres socialistes européens.

Le rapport de Pierre Lavau fait donc un certain nombre de remarques préliminaires sur les possibles développements, d'ici à 1980, sur le plan politique, économique et social.

Ces remarques préliminaires le conduisent à proposer un schéma articulé en quatre éléments : action du plan sur le marché ; système des prix et place du profit ; rôle du plan dans les mouvements de croissance et de régression ; participation des travailleurs à la gestion des entreprises.

Le Plan aura un rôle décisif

Pour que le marché traduise au mieux les besoins prioritaires des individus et de la collectivité, le Plan devra définir les moyens d'influencer la demande solvable ainsi que l'appareil de production destiné à la satisfaire.

L'action sur la demande : Trois orientations peuvent être envisagées : resserrement de l'éventail des revenus ; orientation de la demande par une politique d'incitation dont le rôle devrait cependant être limité pour ne pas fausser le marché ; politique de demande publique qui, à l'occasion des commandes d'investissements, permettrait d'agir sur les structures et les méthodes des entreprises.

L'action sur l'appareil de production :

L'action gouvernementale s'exercerait dans quatre directions principales :

— Amélioration des anticipations des entreprises. La fonction de réducteur d'incertitudes du Plan ne pourra donc qu'être accentuée.

— Prévoir les distorsions de l'appareil de production et les prévenir par un jeu d'incitation et de freinage selon les secteurs ou les branches.

— Veiller à la création de centres générateurs de progrès technique.

— Définir un Code de la publicité des producteurs.

La politique des prix

La clé du système résidera dans l'indexation des prix de vente sur les prix de revient, après application d'une marge bénéficiaire définie par branche d'activité à des taux uniformes. A ces marges normalisées s'ajouteront, comme élément correctif, un surplus déterminé par les résultats de l'entreprise sur son marché.

Sur le produit des ventes, la collectivité prélèvera les impôts sur la production : ces impôts seront proches de la taxe à la valeur ajoutée actuelle.

L'impôt foncier devant être un moyen de faire payer, tant aux particuliers qu'aux entreprises, les avantages de situation foncière apportés par des équipements collectifs.

La politique socialiste des prix consistera à rompre, dès le début du processus, l'unité de prix en adoptant la règle du prix de vente fondée sur le prix de revient. Les éléments du prix de revient étant standardisés, comme on l'a vu, les entreprises les plus efficaces se distingueront d'elles-mêmes par des prix de vente inférieurs à la moyenne. Cela s'entend, bien entendu, à qualité égale. De la sorte, le rôle sélectif du marché devrait s'exercer au maximum.

Elle l'oblige à changer de moyens d'exécution, mais elle la rend de plus en plus nécessaire. C'est par ce biais que chacun des pays d'Europe conservera pour longtemps encore la possibilité de faire, en direction du socialisme, des évolutions partielles limitées, en même temps que la possibilité de créer un échelon relais avec la planification européenne qui doit être le moyen final de passage au socialisme.

D'une manière analogue, l'étude précise des investissements américains en Europe montre qu'une reprise progressive des moyens de contrôle est possible, sans qu'il s'agisse forcément de nationalisations.

Encadrer les régressions des branches ou entreprises

Extension et régression des entreprises seront commandées, d'une part, par les réactions de la demande sur le marché, d'autre part, par la volonté et les orientations de la collectivité.

Le financement des extensions d'entreprise devra être principalement réalisé par les trois catégories connues de ressources externes :

— Prêts consentis par le système public de crédit à long et moyen terme ;

— Emprunts obligataires ;

— Augmentation de capital par émission d'actions nouvelles, ce qui suppose le maintien d'un marché financier, mais dont le rôle serait réduit.

L'encadrement des régressions d'entreprises.

Parmi les moyens de production figurent, en première place, les travailleurs. Sauf à substituer aux valeurs énoncées plus haut le culte de

III. - LA DÉMOCRATIE DANS L'ÉTAT SOCIALISTE

rapporteur Maurice DUVERGER

Faute de place, nous nous bornons, ici, à résumer les conclusions d'un rapport qui, trop schématiquement résumé, risquait d'être défigurée.

La dictature du prolétariat et le parti unique constituent des modes archaïques d'établissement du socialisme, correspondant à la situation de pays sous-développés ou semi-développés, où les difficultés de l'industrialisation et de la modernisation imposent une discipline rigoureuse, que l'absence de traditions démocratique rend par ailleurs supportable. Quand ces pays atteignent un niveau de développement supérieur, la dictature du prolétariat et le parti unique y freinent le progrès technique, social et politique. Dans les Etats industrialisés d'Occident, et notamment en France, où le niveau économique et culturel est élevé, où les traditions démocratiques sont profondément enracinées, la dictature du prolétariat et le parti unique seraient une régression et non un progrès, même sur la voie du socialisme. Le socialisme ne peut pas supprimer les libertés existantes sous prétexte de les rétablir ensuite plus fortes : les libertés existantes constituent au contraire une première étape, à partir de laquelle on avancera vers d'autres. Le pluralisme existant dans les Etats d'Occident ne saurait donc être supprimé, même provisoirement, dans leur marche au socialisme.

Le pluralisme des partis n'exprime une lutte entre des classes antagonistes que dans certaines conditions historiques particulières. Dans d'autres conditions historiques, et notamment dans celles d'une société socialiste où n'existeraient plus de véritables classes, le pluralisme des partis peut exprimer la diversité des couches sociales engendrées par le caractère complexe et diversifié de l'économie moderne. Il peut exprimer aussi des conflits politiques et idéologiques indépendants des conditions socio-économiques.

Au-delà de tous les conflits économiques, sociaux, idéologiques et politiques, le pluralisme est une institution fondamentale et permanente de la démocratie, destinée à contenir le danger d'oppression inhérent à la nature de tout gouvernement, de tout Etat, même socialiste. Il incarne la résistance nécessaire des citoyens au pouvoir sous la forme de « contre-pouvoirs » organisés, qui limitent le

la productivité et la loi du plus fort, la société devra assumer la responsabilité de la réinjection permanente des hommes dans les circuits de production en leur épargnant au maximum les préjudices matériels.

Le Plan et surtout l'appareil public de crédit auront à intervenir non seulement en cas de crise, mais dès qu'apparaîtront des signes de difficulté sérieuse dans une branche ou dans une grande entreprise.

Gestion professionnelle et gestion collective

L'autonomie de l'entreprise favorise d'une part le dynamisme et la productivité ; d'autre part la pédagogie de la responsabilité et de la démocratie.

La gestion démocratique résiderait dans la coopération d'une direction responsable avec un conseil représentatif de tout le personnel solidaire des organisations syndicales et capable de se prononcer à bon escient sur les problèmes de gestion. La gestion démocratique exige, de plus, que l'ensemble des travailleurs soit correctement informé de tout ce qui touche à la vie de l'entreprise. Tout cela s'entend également dans le cadre des entreprises privées.

Cela dit, il y a lieu de distinguer deux modes de gestion selon la nature des entreprises concernées :

— **La gestion professionnelle**, qui concerne, essentiellement, le corps des « directeurs ». Elle fait appel à la responsabilité personnelle tant à l'égard des instances supérieures qu'à l'égard des travailleurs ;

— **La gestion collective**, qui ne peut être étendue à l'ensemble de l'économie mais qui, couplée avec la gestion professionnelle, peut aboutir à de sérieuses réussites.

Des secteurs tels que l'agriculture et les centres de recherche se prêtent tout spécialement à la gestion collective. Appliquée par ailleurs en dose convenable dans l'industrie, elle servirait partout, selon toute probabilité, l'esprit d'émulation et la démocratie.

gouvernement par leurs critiques, et par la perspective de le remplacer un jour si les citoyens le décident.

Les libertés ne sont devenues réelles dans les Etats capitalistes que dans la mesure où elles ont été progressivement exercées par des organisations et institutions indépendantes du capitalisme (partis populaires, syndicats, universités, organisations de masse, etc.) et dans la mesure où le capitalisme lui-même a pris parfois figure de « contre-pouvoir » à l'égard d'un Etat qu'il ne dominait plus entièrement.

En régime socialiste, la liberté doit avoir pour support des organisations autonomes, indépendantes de l'Etat, capables de le critiquer et de s'opposer à lui en dehors d'une base capitaliste. Cela suppose que l'Etat lui-même leur fournisse les moyens matériels et financiers d'exercer la liberté, sans porter atteinte à leur autonomie. Le statut de la Radiotélévision britannique et celui des universités françaises, le financement des partis politiques par le budget national au prorata des voix obtenues aux élections (tel qu'il fonctionne dans certains pays occidentaux de façon embryonnaire), le régime de la presse établi en France à la Libération sont des exemples d'un système qui doit être développé et généralisé dans l'Etat socialiste.

La démocratie n'est pas seulement la possibilité de s'exprimer contre l'autorité, à travers le pluralisme et les libertés publiques, mais aussi la participation à l'autorité elle-même. Dans l'Etat socialiste, cette participation doit se développer à tous les niveaux. Elle sera naturellement plus profonde, plus vivante, plus permanente dans le cadre des entreprises, des coopératives et de la gestion locale qu'au niveau de l'Etat. Quelle que soit toutefois l'importance de cette « micro-participation » comme moyen de réalisation de la démocratie et comme instrument d'éducation civique, elle ne peut en aucune façon remplacer la « micro-participation » aux décisions politiques globales, Celle-ci se réalise normalement par l'intermédiaire des partis politiques et du Parlement. Toutefois, l'expression directe de la volonté populaire sur le plan national paraît indispensable pour empêcher la domination des appareils, qui tend toujours à se développer quand la volonté populaire ne s'exprime qu'à travers leur médiation.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

LES DEUX MILLENAIRES DE LA POLOGNE

Dans un précédent article, il y a quelques mois (« T.S. » n° 268) j'avais tenu à rappeler par des anecdotes de mon dernier voyage en Pologne la place importante qu'y tenait l'Eglise catholique et la volonté manifestée par une partie de son épiscopat de jouer un rôle politique de plus en plus grand.

Nous en étions à l'affaire dite de la correspondance avec les évêques allemands. D'Eglise à Eglise, on prétendait renouer des liens et engager les peuples. La forme ne pouvait que braquer le gouvernement polonais. La fait était discutable puisqu'on pourrait y trouver le problème essentiel pour la Pologne du maintien de la frontière actuelle de l'Oder-Neisse.

Il nous faut comprendre la réaction du gouvernement polonais. Il ne pouvait pas rester silencieux. Il rappelle les principes constitutionnels régissant les rapports de l'Eglise et de l'Etat. Gomulka, en chef d'Etat lucide n'entendait pas ainsi aggraver le conflit et son attitude ne pouvait pas échapper au cardinal Wyszynski.

Mais ce dernier mène en Pologne une lutte bien précise, sur laquelle je voudrais aujourd'hui donner quelques explications.

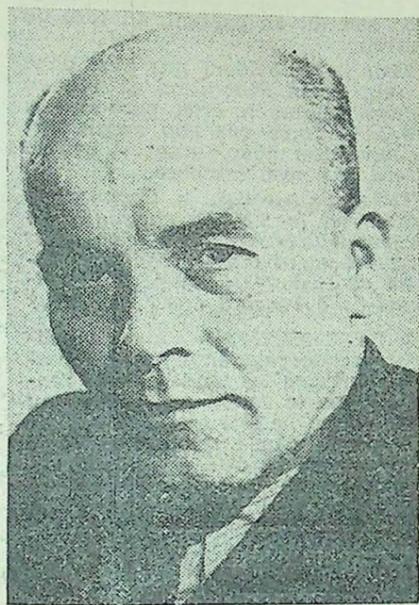
Unique cardinal, il est le chef imposé par le Vatican à la puissante Eglise catholique. On peut, en effet, estimer que, en Pologne, sur près de 32 millions d'habitants, 25 sont de religion catholique. Bien entendu, ne confondons pas, 25 millions de croyants cela ne veut pas dire 25 millions d'opposants au gouvernement de la République populaire de Pologne.

De la même manière, le Parti Ouvrier polonais unifié, largement majoritaire au Conseil des ministres (29 sur 35) et à la Diète ne comprend

pas porter atteinte à la liberté religieuse. Il est certain que, au cours de ces quinze ans, une lutte idéologique entre marxistes et catholiques a parfois amené quelques atteintes, sinon au principe, tout au moins aux moyens d'expression de l'Eglise. Des frictions ont eu lieu entre l'Administration et l'Eglise. Elles étaient inévitables. Mais depuis quelque temps, le cardinal Wyszynski semble avoir franchi un seuil nouveau dans son « escalade ».

Il connaît sa puissance. Il agit en maître incontesté sur les décisions du Conseil des Evêques et nous savons que bien souvent ceux-ci ne partagent pas entièrement ses opinions.

C'est ainsi que la décision de correspondre avec les évêques allemands n'a été prise que par 35 évêques, alors que le Conseil en contient plus de 70.



(Photo A.D.P.)

GOMULKA : défendre l'Etat laïque.

Le but du cardinal semble être en ce moment de vouloir manifester sa force, d'abuser même de la tolérance du gouvernement pour amener celui-ci à prendre des décisions coercitives et pour pouvoir ainsi, à la face du monde, présenter le visage d'une Eglise disputant l'autorité à un régime marxiste.

Sinon quelle interprétation donner aux initiatives prises par le Primat de Pologne ? Au dialogue que, par-dessus le gouvernement et sans l'avoir informé, il entend avoir avec l'Eglise de l'Allemagne de l'Ouest, aux invitations directement envoyées non seulement au Pape mais aux évêques des pays occidentaux et même à ceux de Hongrie ?

Tout cela respire la provocation. Et pour notre part nous souhaitons que le gouvernement polonais ne tombe pas dans ce qui nous paraît être un piège. Qu'il sache limiter ses commentaires de remise en ordre et n'en fasse pas des conditions de remise en cause de la liberté religieuse en Pologne.

Son intérêt n'est pas d'aggraver ces premières manifestations de ce que certains présentent déjà comme une coupure de la Pologne.

Au contraire, il se doit de les comprendre, y répondre sereinement.

Pour le moment, le gouvernement polonais s'est borné à rappeler les principes constitutionnels de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Il a affirmé qu'en aucun cas l'Eglise ne serait un Etat dans l'Etat.

Il a laissé se dérouler les imposantes manifestations religieuses du millénaire qui rappelle qu'en 966 le baptême du roi Mieszko introduisait le christianisme en Pologne en même temps qu'il constituait les premiers fondements d'un Etat polonais.

Il a rappelé que l'Etat ne saurait tolérer que l'Eglise agisse dans les domaines de politique étrangère réservés à lui seul.

Sur ce point citons ici un extrait du discours de M. Gomulka, Premier secrétaire du Parti Ouvrier polonais unifié, prononcé le même jour que celui où se déroulèrent les manifestations religieuses :

« M. Gomulka a déclaré que le pouvoir populaire considère les cérémonies religieuses publiques pour la célébration du Millénaire du catholicisme en Pologne comme une chose normale. Cependant, nous ne tolérons pas, a démontré M. Gomulka, la politique des remparts nuisible aux intérêts de la Pologne, pratiquée par

une partie de la hiérarchie de l'Eglise et du fait que la direction de l'Episcopat a développé sur une vaste échelle l'activité politique contraire à la raison polonaise d'Etat en la mêlant aux préparatifs du Millénaire de l'entrée du christianisme sur les territoires polonais, nous avons considéré que l'accord du gouvernement polonais sur la visite du Pape et des évêques étrangers, que l'Episcopat polonais avait invités dans ses propres buts aux cérémonies millénaires religieuses, sans en informer les autorités d'Etat et sans en avoir obtenu l'accord, aurait la signification de l'acceptation de cette politique nuisible.

« C'est pourquoi le gouvernement polonais a adopté une attitude négative à ce geste arbitraire des dirigeants de l'Episcopat et n'a pas accordé l'entrée en Pologne aux invités. « Nous pensons que les Eminences de l'Eglise catholique à l'étranger qui sont réellement pour l'établissement de relations normales et saines entre l'Eglise et tous les pays sans prendre en considération les différentes politiques et de régimes, ne devraient pas se laisser entraîner dans des actions politiques dirigées contre les intérêts de la Pologne. »

Cette déclaration est claire. Mais elle ne règlera pas à elle seule

le problème des rapports en Pologne de l'Eglise et de l'Etat.

Nous devons suivre avec attention le déroulement des futures manifestations que ne manquera pas d'organiser l'Eglise catholique polonaise. Par derrière elle, l'inspirant ou s'en servant, se profile le visage d'une Eglise différente de celle qui croit en l'œcuménisme, d'une Eglise qui, un peu partout dans le monde, veut rassembler ses éléments réactionnaires et, sous vocable d'intégrisme, créer des faits spectaculaires susceptibles de remettre en cause la vision plus couvertes de précédentes conciles.

Et la Pologne comme la France, comme bien d'autres pays, n'a qu'à relire son Histoire pour savoir que le rôle de l'Eglise à travers les siècles peut tour à tour être fait d'actes glorieux et d'actes honteux — ce que François Mauriac appelle les « périodes d'ombre et les périodes de lumière ». Autant d'avertissements et de raisons qui nous font rappeler que défendre la laïcité de l'Etat en France, c'est aussi comprendre les moyens de cette défense en Pologne.

Il va falloir au président Gomulka beaucoup de sagesse et de fermeté pour maintenir cet équilibre entre l'Etat et l'Eglise et rester ainsi fidèle à l'esprit de tolérance si cher à la nation polonaise.

Harris Puisais.

Le cardinal Wyszynski journaliste

L'abbé Stefan Wyszynski fut, de 1932 à 1939, rédacteur en chef du mensuel « Ateneum Kaplanski », paraissant à Wloclawek. Ce journal, en plus des problèmes religieux, s'intéressait à « la philosophie, à l'histoire, aux sciences sociales, à la pédagogie et à l'art chrétien ».

On pouvait y lire en 1937 la phrase suivante : « L'autorité gouvernementale doit, elle aussi, développer une activité plus répressive contre les éléments nuisibles et se livrant à une activité antinationale, et surtout contre le communisme. »

L'abbé Wyszynski s'y montrait partisans des thèses du catholicisme social, mais bien que s'opposant au fascisme, il disait, en 1933, reconnaître que, en Italie, l'année de la prise du pouvoir par les chemises noires, « a été une année historique pour l'Action catholique en Italie ».

Dans son article « Les affaires pu-

cale, préparait un putsch fasciste qui fut déjoué grâce à l'action du Front populaire. Il voyait en Laval l'espoir du peuple français, qui « privé de gouvernail, de dirigeants et de foi, roule vers l'abîme ».

A propos de l'Espagne, il écrivait au lendemain de la chute de la dictature de Primo de Rivera : « Du chaos qui, après la chute de la dictature, n'a pas immédiatement cessé en Espagne, se dégage un nouveau rapport de forces ». Il s'agissait de la contre-offensive de la réaction et du fascisme ; l'abbé Wyszynski considérait ce processus comme particulièrement constructif. Du reste — ainsi que nous le savons grâce au texte de l'invitation adressée récemment à l'épiscopat espagnol par l'épiscopat polonais et publié ces temps derniers dans le journal madrilène « ABC » — il est resté fidèle à son enthousiasme pour les « chevaliers de l'Alcazar », les fascistes espagnols.

Pas tout à fait deux ans avant l'agression hitlérienne contre la Pologne (fin 1937-début 1938), dans une vaste étude, « Les idées philosophiques et sociales d'Adolf Hitler » la polémique avec certains aspects du racisme s'accompagnait de l'appréciation caractéristique que voici des « mérites » politiques de l'hitlérisme : « C'est là, sans le moindre doute, la directive suprême pour les catholiques allemands : vivre en accord avec l'Etat de Hitler. Un grand changement s'est donc opéré en Allemagne. Un monde nouveau se crée ».

« Le Troisième Reich d'aujourd'hui ne représente pas seulement un régime politique défini : il a entrepris l'effort titanique de réaliser de grandes idées qui doivent entraîner la renaissance de l'humanité. Ces idées ont donné à la vie nationale un rare élan, et au régime d'Etat de la souplesse et du dynamisme. Il est vrai qu'elles se sont heurtées à de la résistance dans le pays et qu'elles ont provoqué des luttes intestines, mais elles ont en même temps franchi les frontières du pays et gagné des partisans au dehors. Grâce à cela, l'Allemagne est devenue, à côté de l'Italie, le porte-parole d'une idéologie de portée mondiale. S'opposant au communisme international, l'Allemagne a renforcé sa position politique. »

« Adoptant une attitude anticommuniste, le national-socialisme allemand a contribué à arrêter le danger bolchévique en Europe. A cet égard, il a rendu service à l'humanité entière. On ne peut pas non plus nier qu'il a rendu des services dans le sens d'une consolidation nationale et étatique de l'Allemagne ».



(Photo Agip.)

Cardinal WYSZYNSKI : l'Etat, c'est nous.

blesques catholiques » (mars 1935), l'abbé Wyszynski constate : « L'article de Mussolini publié dans le journal parisien « Le Figaro » peut apporter la preuve que les relations entre l'Etat et l'Eglise en Italie ne se fondent pas seulement sur le concordat, mais aussi sur une profonde compréhension des besoins de l'un et de l'autre... L'article de Mussolini est la preuve de la constante transformation des idées qui s'opère dans le fascisme... On voit les grands avantages mutuels découlant de la paix et de la coopération entre les deux grandes puissances : l'Eglise et l'Etat ».

Le journal patronnait également à cette époque les prétendants français et espagnols au rôle de dictateurs fascistes. En 1934, l'abbé Wyszynski était en admiration devant Laval. Il se répandait en superlatifs à son endroit au moment même où Laval, réconforté par la bénédiction pontifi-

QUE DIT L'EGLISE POLONAISE ?

En décembre dernier, l'évêque Chomanski disait en l'église Saint-Alexandre de Varsovie : « Car aujourd'hui, mes frères, on ne fait confiance qu'à l'Eglise, aujourd'hui on ne fait confiance à personne, aujourd'hui, on ne peut faire confiance à personne. »

Afin de souligner plus fortement encore le rôle politique de l'Eglise, le cardinal Wyszynski s'est ouvertement prononcé contre le principe constitutionnel de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, en proclamant que « ce principe théorique de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui n'a été élaboré qu'au XIX^e siècle, est impossible à introduire ». Et le même jour, il a répété : « La vieille théorie du XIX^e siècle sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat est en fait périmée, ...jamais elle n'a résisté à l'épreuve. »

Le cardinal Wyszynski déclare que : « Il ne se prosterne pas devant une raison d'Etat momentanée ».

pas plus de 3 millions de membres, ce qui ne veut pas dire que seulement 3 millions de Polonais soutiennent la politique du gouvernement.

Gardons-nous de ces fausses interprétations mais reconnaissons que cette existence, cette permanence, cette puissance de l'Eglise catholique ne peut que poser de graves problèmes de cohabitation, de coexistence à un gouvernement socialiste.

En premier lieu, il se doit de ne

Vient de paraître :

GUY NANIA
UN PARTI
DE LA GAUCHE,
LE P.S.U.

Préface d'Edouard DEPREUX
Librairie GEDALGE, Editeur

Prix de vente en librairie : 20 F
plus taxes. - Pour les membres
du P.S.U. : 15 F

Passez les commandes à :

TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi - PARI-15^e
C. C. P. : 5826-65 PARIS

Enquête au S.N.E.S. (suite)

Nous continuons aujourd'hui la publication des réponses que plusieurs militants du S.N.E.S. ont adressées aux quatre questions posées par « T. S. ».

Aujourd'hui ont la parole

Joseph BARTHELEMY, Académie de Clermont-Ferrand.
A. GAYDIER, secrétaire académique du S.N.E.S. (S 3 de Reims).

● La semaine prochaine, la parole sera donnée à
Louis ASTRE, secrétaire général du S.N.E.T.
(Enseignement technique)

Première question. — Comment expliquer qu'au congrès du S.N.E.S. le rapport d'activité de la direction existante ait été rejeté à une forte majorité ? Quelles conséquences peuvent-on attendre de ce vote en ce qui concerne la vie intérieure du S.N.E.S. ?

J. BARTHELEMY. — La fraction de notre syndicat issue du S.N.E.S. classique et moderne souffre d'un malaise qui s'est traduit par le rejet du rapport d'activité.

Notre secrétaire général Dhombres en a tiré la conclusion logique en démissionnant, mais en réalité c'est le procès des méthodes qui furent les nôtres qu'entendaient engager nos camarades.

L'attitude de notre C.A. dans la conduite et l'arrêt de la grève administrative du 12 février au 20 mai 1965 a été le catalyseur de leur mécontentement. Mais celui-ci dure depuis avril 1961 et s'est déjà traduit lors de l'arrêt à cette date d'une première grève administrative ; il s'est traduit à nouveau lorsque, le 10 octobre 1963, fut arrêtée la grève des heures supplémentaires, ce qui nous a valu la Mission Laurent, avec des résultats parfaitement nuls aujourd'hui encore.

Les syndiqués ne veulent plus d'actions sans lendemain (et la « grève » de 24 heures à particulièrement mauvaise presse), ne veulent plus être ballottés d'une action à une autre, de ces actions qui semblent lancées dans le seul but de donner satisfaction aux impatients, voire de permettre le vote d'un rapport d'activité, actions qui ne sont, en dépit des apparences, qu'à usage interne et, de ce fait, menées sans conviction par une direction syndicale qui, parfois, n'a pas eu le courage de les refuser quand, manifestement, elles étaient mal engagées.

Les syndiqués veulent voir définie et défendue dans le cadre de la Fédération une politique syndicale à la fois originale et réaliste, et ne supportent plus la constante démission de notre syndicat, notamment dans le domaine pédagogique.

On a dit que des « tendances » venaient tout le mal. Cinq tendances au S.N.E.S. De leur multiplicité peut-être. Mais, plus encore, de leur comportement. Faute de s'être redéfinies, elles ne correspondent plus à des clivages réels. La fraction autonome, faute d'avoir trouvé son second souffle, trop confiante qu'elle était dans la pérennité de sa position majoritaire, est largement responsable. Mais la tendance « ex-cégétiste », qui n'ose pas avouer sa couleur, passée maîtresse dans l'art de la volte-face, ne l'est pas moins. La fusion et la confusion de certains objectifs, la cogestion quand elle était avantageuse, le coup de pied de l'âne quand il fallait achever l'adversaire, tout un jeu parlementaire bien éloigné des préoccupations de la base, ne sont inspirés le plus souvent que par le souci de se perpétuer et de perpétuer des états-majors. Où est dans tout cela la politique syndicale ?

Les élections qui vont avoir lieu dans un mois vont, de ce fait, se faire séparément dans l'ex-S.N.E.S. et dans l'ex-S.N.E.T. Il y a fort à parier que dans l'ex-S.N.E.S. ne seront pas changées du jour au lendemain des méthodes qui ont tristement fait leurs preuves.

Les mêmes tendances vont s'affronter et leur langage en mai 1966 semblera aussi obscur aux militants de la base que par le passé.

On peut espérer toutefois, grâce à la vie commune avec le S.N.E.T., où les grandes tendances collaborent de façon plus constructive, que celles-ci se redéfiniront d'ici à 1967. C'est pré-

cisément l'un des soucis de la tendance C (anciennement « Défense du Secondaire ») souvent taxée légèrement de corporatiste de vouloir aider les autonomes et les ex-cégétistes à être eux-mêmes, ce qui éliminerait du même coup une grande part de ces manœuvres de style parlementaire qui étouffent la vie syndicale. Elle a pour elle d'avoir soutenu dans toutes les actions menées par le S.N.E.S. les militants de la base, d'avoir en juin dernier tenté d'obtenir de nouvelles élections dans le S.N.E.S., d'avoir eu constamment la préoccupation d'affirmer dans la Fédération une doctrine pédagogique claire. Elle a contre elle, il faut le dire, le petit nombre de ses militants. C'est le mal dont souffre notre syndicat. Il est facile d'en rejeter la faute sur le gaullisme. Il serait sage de voir d'abord que les méthodes de gestion et une presse illisible sont largement suffisantes à expliquer la désaffection syndicale de la masse.

A. GAYDIER. — La raison doit en être cherchée dans l'instabilité de la direction du S.N.E.S. depuis trois ans. En 1963-64, le rapport d'activité a été voté avec l'appoint des retraités ; en 1964-65, grâce aux voix de la liste B ; en fait, celle-ci a fait un marché de dupes : en votant le rapport d'activité au moment de la grève administrative, elle croyait encourager la direction à l'action, mais surtout obtenir des possibilités d'élargissement, favoriser une cogestion du mouvement. Il n'en a rien été. La direction sortante du S.N.E.S. est restée minoritaire et contrainte de gouverner avec des coalitions de renouveau. Tout cela ne doit pas d'ailleurs avoir une grosse influence sur la vie intérieure du S.N.E.S. : le grave est que les querelles pour s'assurer l'appareil laissent de côté le problème fondamental : celui de l'orientation du syndicat et de l'effort pour donner une « conscience syndicale » à une base volontiers « poujadiste » ou indifférente. A signaler cependant, et curieusement, que la discussion du rapport d'activité a mis en relief moins les attaques contre la direction sortante que les attaques convergentes contre la tendance B, avec quelques relents d'anticommunisme.

Deuxième question. — La fusion entre le S.N.E.S. et le S.N.E.T. va-t-elle s'effectuer en novembre prochain. Quelles conséquences peut-on en attendre en ce qui concerne la vie de la F.E.N. ?

J. BARTHELEMY. — La fusion du S.N.E.S. et du S.N.E.T. ne sera définitive, sur le plan national, qu'en mai 1967, quand auront lieu des élections à collège unique. Il reste que d'ici là, en dépit des séquences qui peuvent demeurer dans l'ex-S.N.E.S., une politique commune sera dégagée.

Sur un point de détail, par exemple, grâce au long travail préliminaire mené dans le S.N.E.T., on a pu voir le Congrès de Pâques adopter une motion sur la fiscalité qui peut être la base de résolutions communes de la F.E.N., des fédérations de fonctionnaires aussi.

Mais, surtout, la création d'un syndicat unique de quelque 65.000 adhérents va modifier l'équilibre interne de la F.E.N. Est-ce à dire que, de ce côté, du côté du S.N.I., c'est l'enthousiasme ? Pas précisément.

C'est que, pour certains, il y a la crainte de voir disparaître quelques prérogatives, de perdre la mainmise (réelle dans certains départements) sur les structures fédérales. Mais ce serait faire preuve d'un singulier sectarisme que de refuser le dialogue avec le nouveau S.N.E.S., parce qu'il est... majeur, donc apte au dialogue.

Il est probable que bien des points de vue défendus par la F.E.N. devront

être révisés. Sur le problème des C.E.S., par exemple : il ne sera plus possible de s'en tenir à une opposition systématique ; il sera plus difficile au S.N.I. de continuer à défendre les C.E.G. qui contribuent à une présélection géographique et sociale...

Mais il n'y aura dialogue que dans la mesure où chacun — S.N.E.S. et S.N.I. tout particulièrement — saura s'élever au-dessus de ses propres problèmes, sans pour autant pratiquer l'abandon pour l'abandon.

Les militants du S.N.E.S. ont eu souvent l'impression, ces dernières années, que leur direction syndicale, faute de politique originale, s'alignait sur les positions fédérales. D'où un très réel malaise. Tandis que la Fédération, de son côté, n'aidait pas le S.N.E.S. dans son action revendicative, soit qu'elle ne la soutint pas (grève administrative de 1965), soit qu'elle la noyât dans des perspectives qui ne pouvaient que la faire capoter (grève des heures supplémentaires en 1963).

La puissance numérique, qualitative aussi, du nouveau syndicat doit lui permettre de contribuer au réveil de la F.E.N., comme d'ailleurs de s'affirmer, soit dit en passant, en face du pouvoir.

Mais il est évident que c'est dans le sein de la Fédération et non en dehors, comme le croit peut-être le S.N.C. — force que l'on aurait tort de minimiser pour autant — que se créera le nouvel équilibre.

Troisième question. — Comment le S.N.E.S. et le S.N.E.T. envisagent-ils les possibilités d'actions communes du mouvement ouvrier contre le régime gaulliste ? Quelle portée attribuent-ils à l'accord C.G.T.-C.F.D.T. ?

J. BARTHELEMY. — Aucune politique sociale cohérente ne sera possible tant que les tendances de l'ex-S.N.E.S. ne se seront pas à nouveau définies. On ne sait actuellement qui est partisan d'un « syndicalisme syndical », qui l'est d'un « syndicalisme politique ». Il faut aussi reprendre conscience des limites respectives du politique et du syndical, et dans des perspectives qui, sous le gaullisme, surtout, ne peuvent plus être celles de la charte d'Amiens.

Par ailleurs, les autonomes, de l'ex-S.N.E.T., mais plus encore de l'ex-S.N.E.S., font un peu trop leur ostracisme pratiqué par la F.E.N. à l'égard de la C.F.D.T., et doutent encore de sa « laïcité ».

Quatrième question. — Tous les syndicats universitaires (enseignants et étudiants) se sont prononcés contre le Plan Fouchet. Sur quels points essentiels la lutte doit-elle porter à ce sujet, et quelles propositions les forces syndicales peuvent-elles avancer ?

J. BARTHELEMY. — L'opposition au Plan Fouchet reste trop souvent au niveau des slogans : « Non au Plan Fouchet ! » Les « ex-cégétistes » y voient le moyen de politiser le syndicat, les « autonomes » celle de créer au sein de la F.E.N. un dialogue, d'ailleurs artificiel, dans la mesure où sont tus les points de friction.

L'élargissement de la plate-forme revendicative de la grève administrative de l'an dernier obéissait précisément à ce double motif. Mais ce qui faisait sa force apparente faisait aussi sa faiblesse, dans la mesure où ni la F.E.N. ni les parents d'élèves ne s'associaient à notre mouvement.

C'est aussi dans cette double optique qu'est patiemment élaboré, surtout depuis le Congrès de Toulouse (1963), ce qui peu à peu veut être un « contre-plan » inavoué, et n'est autre que la reprise du Plan Langevin-Wallon, dont on espère populariser les perspectives ! De là, des demandes comme la 6^e commune — que l'on se rappelle le Colloque du C.N.A.L. à Paris, en avril 1964 — comme (cette année) les licences polyvalentes pour le cycle élémentaire et, partiellement, le premier cycle du second degré, demandes qui se disent constructives pour l'avenir, pour l'après-gaullisme, mais permettent pour l'heure des prises de position communes sur le plan fédéral.

Est-ce là faire preuve de réalisme ? Est-ce même faire œuvre utile ? On peut se le demander quand les instituteurs, profondément attachés à leurs Ecoles normales, éludent le vrai problème de la formation des maîtres, mais acceptent le cadeau de la sixième commune. Et pourtant, le Plan Langevin-Wallon dont on se réclame pour la sixième commune, exigerait aussi une formation commune, au moins partielle, pour tous les maîtres. N'est-ce pas utopique d'imaginer que les actuelles réformes seront remises en question par un autre gouvernement, fût-il de gauche ?

Et la grande masse des syndiqués reste avant tout sensible aux conditions dans lesquelles se dispense l'enseignement. Sans vouloir maintenir des structures passées et dépassées, elle voudrait voir le syndicat s'occuper davantage de l'amélioration des conditions de travail, base de toute réforme pédagogique, et de la lutte concrète sur les structures mises en place par Fouchet.

D'abord, le problème budgétaire qui conditionne l'encadrement valable des élèves et des étudiants.

Avant le bouleversement du second degré, une réforme du primaire. Et telle que les meilleurs instituteurs ne soient pas tentés par la fuite vers le haut, comme le sont les agrégés à un autre niveau.

Qu'il ne soit pas lésiné sur le temps de formation des maîtres, d'autant plus que la pénurie actuelle pourrait trouver sa solution d'ici à quelques années.

Dans le Plan Fouchet, certaines lignes directrices sont particulièrement néfastes : elles pourraient être les points d'insertion de notre action : la spécialisation prématurée (abaissant la culture générale et rendant impossibles les réorientations), l'orientation par voie d'échec, les pourcentages, la capacité d'accueil systématiquement réduite...

Toutes choses plus néfastes que la création des C.E.S. qui, s'ils répondaient aux textes qui les ont créés, pourraient, à quelques améliorations près (notamment la suppression effective du cloisonnement vertical entre les diverses sections), marquer un net progrès dans la voie de la démocratisation de l'enseignement.

Le travail de « figelage » du Plan Langevin-Wallon auquel se livre le secrétaire pédagogique du S.N.E.S. fait trop penser à ce goût bien français que nous avons de préparer consciencieusement la dernière guerre. Encore un peu de patience, et tout sera prêt... pour 1950.

Et pourtant, les grandes options de Langevin-Wallon restent valables : les options, mais non le détail. C'est à la lumière de ces options que pourrait être menée la lutte sur telle ou telle mesure Fouchet. Que TOUT son plan soit mauvais, c'est vite dit. Et même s'il en était ainsi, la lutte « d'ensemble », vu les moyens dont nous disposons, serait-elle la plus efficace ?

On a vu le Plan Fouchet du Supérieur se modifier au point d'être (presque) méconnaissable. D'aucuns ont même pu dire que la réforme n'avait plus rien de révolutionnaire. Le cri de victoire de la Société des Agrégés a certainement de quoi nous laisser rêveurs.

A. GAYDIER. — L'action doit se dérouler à deux niveaux :

1.) Au niveau des enseignants eux-mêmes, pour leur faire admettre la nécessité d'une réforme, alors que celle-ci ne peut pas ne pas apporter une gêne grave aux situations acquises, aux pratiques pédagogiques traditionnelles. Cela implique, en contrepartie, une action sérieuse pour pallier toutes les incidences corporatives de la réforme.

2.) Au niveau de l'ensemble de la population pour faire ressortir les contradictions du Pouvoir et les « goulots d'étranglement » qu'elles entraînent :

— nécessité d'augmenter la capacité d'accueil des établissements pour permettre l'application de la loi de prolongation. Action immédiate à mener « district par district », sur la base des données (connues) de la carte scolaire du premier cycle. Cette campagne concrète donnera l'occasion d'évoquer les autres points ;

— nécessité d'élever le niveau général (cf. dans l'annexe du V^e Plan, l'étude sur les besoins en personnel qualifié). Volonté du gouvernement de limiter cette promotion qui remet en cause les privilèges sociaux ;

— poser le problème fondamental des retards scolaires que le gouvernement continue à aggraver (effectif par classe, qualification des maîtres) ;

— pourcentages restrictifs de la carte scolaire aggravés par les choix budgétaires du V^e Plan (abattements sur le deuxième cycle long) ;

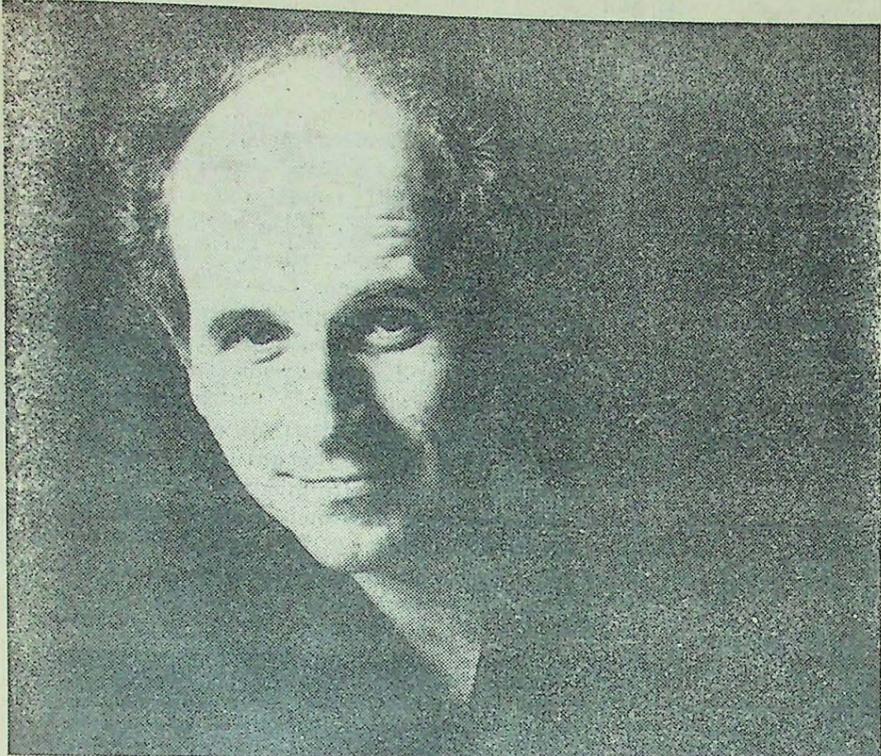
— pratique dès l'entrée en sixième de la sélection au lieu de l'orientation. Débouchés des troisièmes « terminales » et articulation avec la vie active ;

— formation permanente des maîtres.

Tels sont les points essentiels qui avaient été retenus dans la motion de la Marne, présentée au dernier congrès de la F.E.N.

VARIÉTÉS

Léo Ferré à Bobino



Toujours aussi jeune, il rejoue Antoine dans les coulisses de la médiocrité.

Quittant ses chiens et ses singes, Léo Ferré nous offre pour dix jours un récital de chansons nouvelles et d'anciennes bien entendu.

Curieux phénomène que Ferré, interdit sur les ondes officielles, discret et silencieux, et qui, pourtant, chaque fois qu'il monte à Paris remplit les salles.

On vient entendre les vieux poèmes: Rutebeuf, le Scaphandrier, le Temps du tango; le meilleur Ferré.

Une autre génération est plus sensible au côté Dylan avant la lettre du grand Léo. Depuis 1961, les paroles des « Temps difficiles », chanson dans laquelle il dénonçait la torture en Algérie et les « branchements sur l'E.D.F. » ont changé : elles évoquent maintenant les minijupes et les talons plats. « Il faut du Courrèges pour

se les farcir ». Moins bon, nettement moins bon.

Le meilleur Ferré du récital se retrouve dans les poèmes de Rimbaud et de Verlaine mis en musique. Quel talent, quelle délicatesse. Pour « les Poets de sept ans », œuvre admirable rehaussée par une orchestration sans défaut, je donnerai l'Olympia, Antoine, Edouard et ses Bahamas à fruit tous les petits « rappelez-moi donc votre nom » qui encombrant et obstruent les ondes, tout cela, oui, sans remords. Aucune comparaison d'ailleurs n'est possible. Je ne connais que quatre grands dans la chanson française : Trenet, Brassens, Brel, Ferré, tout le reste n'est que balbutiement. Ferré est à Bobino. Allez le voir.

Michel Joch

Leur premier disque

Il sont tous deux de la même génération. Ils vivent dans la même ville et — pratiquement — dans le même milieu. Leur formation est identique ou à peu de choses près; comme on dit, « ils ont fait des études » ! Ils connaissent les mêmes problèmes et supportent les mêmes difficultés. Ils affrontent un monde en mutation et tous les deux en sont conscients.

Tous deux choisirent un moyen identique ou à peu de chose près; écrire et composer des chansons. Mais le ton de la conversation ainsi engagée apparaît bien différent. Pourquoi? C'est ce que nous avons essayé de leur demander.

Serge FRANKLIN : « J'ai essayé d'écrire des chansons d'amour : il n'y a rien à faire, cela ne vient pas ! Je ne vois rien d'original à dire sur le sujet. Peut-être parce que je n'ai pas de problèmes dans ce domaine. Est-ce que c'est grave, à vingt-trois ans ?

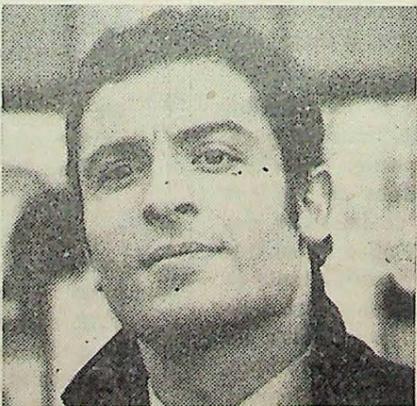
« Les problèmes d'actualité m'intéressent davantage, surtout ceux sur lesquels on n'a pas de moyens d'action. Même si j'envoyais la moitié de mon salaire pour les sinistrés de la guerre au Vietnam, cela serait une goutte d'eau dans la mer. En parlant de ces problèmes dans mes chansons, j'ai une petite, toute petite illusion d'action. Ce public est informé par la télévision, les journaux, la radio, mais il reste, dans l'ensemble, amorphe. Peut-être des impressions chantées frappent-elles plus que des images ? Pour moi, ces images sont insupportables; cela me soulage un peu d'en

parler; j'ai l'impression de ne plus être un simple spectateur...

— Vous êtes donc un « chanteur engagé » ?

— Je ne voudrais pas que l'on me donne une étiquette de « chanteur engagé ». Car je ne le suis pas. J'essaie d'être aussi réaliste que possible; j'ai, d'ailleurs, fait une chanson qui s'appelle : « Le Chanteur engagé » pour expliquer cela.

« Mais les problèmes politiques et



Serge FRANKLIN : sur les traces de Boris Vian ou de Bob Dylan.

économiques m'intéressent, non en tant que faits nus, mais dans la mesure où ils affectent l'homme et sa condition. »

Guy BONTEMPELLI. — Il a vingt-six ans et son nom, à consonance italienne, lui rappelle chaque jour que la tradition familiale demeure influencée par la révolution. Son arrière-grand-père, un des lieutenants de Garibaldi, combattit pour la République, tandis que son grand-père milita dans les rangs socialistes, jusqu'au moment où il dut émigrer en

France pour sauvegarder sa famille. Guy Bontempelli naquit sur les bords de la Marne, à Champigny très exactement. Pour lui, c'est l'évasion de la cité qui lui tient le plus à cœur et c'est vers la Bretagne qu'il va quérir son inspiration, toute emplie de poésie lorsqu'il chante « les Soldats et les chiens ». Le protestataire n'apparaît que faiblement et ce style, en demi-teinte, tranche nettement avec la fougue d'un Dylan.

Bontempelli est un auteur sensible, chez qui la délicatesse prend toujours le dessus; ses « Oies du pensionnat » en sont un témoignage; on frémit à ce qu'en aurait fait Léo Ferré. Avec Bontempelli, voici un tout autre genre et, dans ce style, on ne peut rester insensible à la ligne mélodique, souvent bien venue, et à la recherche poétique, même si de temps à autre la mièvrerie n'en est pas exempte.

Pour ceux qui aiment la chanson poétique, c'est très bon.

Stéphane Pilliet

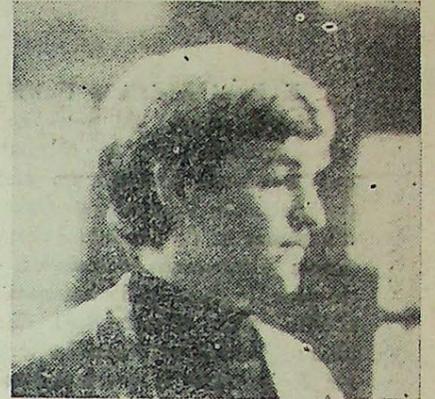
Discographie

Serge Franklin. — « Le Président », « Le Chanteur engagé », etc. 45 tours E.P.I.C.-C.B.S., EP. 9042.
Guy Bontempelli. — « Madrid », « Les

Soldats et les chiens », etc. 33 t. Pathé-Marconi, Grand Prix de l'Académie Charles-Cros.

Leo Ferré. — « 1916-19... » (Barclay). Toutes les nouvelles chansons de l'anarchiste-châtelain de Gourdon (Lot). Ami des bêtes mais pas des hommes. Un artiste exceptionnel.

Count Basie. — Le « Count » rencontre James Bond, sur des arrangements extraordinaires de Chico O'Farril. Une rencontre au sommet sur tous les thèmes de 007 (United Artists n° 38.0315).



Guy BONTEMPELLI : un grand prix mérité.

Un vent nouveau

La grande salle de la Mutualité est comble, samedi 23 avril, Paris, 21 h. Lorsqu'il entre en scène, la salle trépigne, impatiente, acquiesce d'avance à ce jeune nom, ce porteur de messages, d'idées généreuses. Raimon a 26 ans.

Une chaise, une guitare. La Catalogne a trouvé son Brassens. Un Brassens à la voix accrocheuse qui met toute sa puissance au service d'un texte sobre.

Les poèmes se suivent, qu'ils soient de Salvador Espin ou de lui-même, aucun n'est banal. Chacun y trouve sa place.

Raimon a gagné la bataille de Paris.

Il est nécessaire de connaître la situation de la Catalogne pour comprendre le phénomène Raimon.

La culture, la langue catalane est interdite de séjour chez elle et ne trouve à s'exprimer qu'à l'extérieur. La culture catalane est en exil. De l'autre côté des Pyrénées, seuls les disques et livres sont autorisés dans la langue du peuple, par ailleurs toujours interdite à l'école, à la radio,

à la T.V., au cinéma, dans la presse, dans les conférences, etc.

Raimon exprime le malaise et la révolte d'une certaine jeunesse, comme Bob Dylan ou Joan Baez aux Etats-Unis. Il constate une situation, puis il crie sa révolte :

« Nous avons vu la faim être le pain des travailleurs. Nous avons vu jetés en prison des hommes qui ont raison. »
« Nous chanterons la vie, Nous chanterons notre vie de Peuple qui ne veut pas mourir. »

Avec Raimon, avec beaucoup d'autres à venir, la contestation s'installe au sein même de la société espagnole.

Un vent nouveau souffle sur les Pyrénées :

« La face au vent, Le cœur au vent, Les mains au vent, Les yeux au vent, Au vent du monde. »
Le vent de l'espérance...

Michel Sans

une occasion absolument exceptionnelle

LES ŒUVRES ROMANESQUES DE DIDEROT

En un seul volume le texte non expurgé de:
LA RELIGIEUSE
LES BIJOUX INDISCRETS
JACQUES LE FATALISTE
LE NEVEU DE RAMEAU, ETC.



dans une magnifique édition illustrée en noir et en couleur d'œuvres des maîtres du XVIII^e: FRAGONARD, BOUCHER, GREUZE, etc.

un volume 20 x 16 de 800 pages sur velin blanc, 48 illustr. relié pleine toile, offert par la LIBRAIRIE PILOTE, 22 rue de Grenelle, au prix invraisemblable de **29^f 50** (+ 3 fr. de frais pour envoi à domicile avec droit de retour)

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 22 r. de Grenelle Paris 7^e Bab. 82-40
Veuillez m'adresser LES ŒUVRES ROMANESQUES DE DIDEROT
 Je vous envoie ci-joint 32 f. 50 (29 f. 50 + 3 f. de frais) en un chèque
 chèque postal à v/c.c.p. Paris 13905-31 mandat.
 Envoyez-moi l'ouvrage contre remboursement de 32 f. 50.
Il est entendu que je serai immédiatement remboursé si je vous renvoie dans les 5 jours le volume intact dans son emballage d'origine.
Nom..... Profession.....
Adresse.....
Signature.....

CONTRE TOUS LES RACISMES

LE Parti Socialiste Unifié m'a délégué auprès de vous ce soir pour commémorer le combat héroïque que menèrent pendant un mois, au sein du ghetto de Varsovie, quelques centaines d'hommes et de femmes juifs, contre des forces allemandes écrasantes, composées de plus de deux mille hommes de troupes d'élite, d'un détachement de génie, de chars d'assaut et d'une batterie d'artillerie légère sous le commandement du général SS Stroop.

Il me paraît inutile d'évoquer ici les combats titanesques soutenus par cette poignée d'hommes et de femmes, les souffrances endurées, les tortures infligées à ceux qui, par malheur, tombèrent vivants aux mains des Allemands. Ce qui, par contre, me paraît important, c'est la haute signification de cette lutte, et la leçon que toutes les générations d'hommes et de femmes, juifs ou non-juifs, doivent tirer d'un combat sans espoir.

Finalement, le goût de la violence, la volonté de puissance, le désir de domination de certains hommes sur d'autres hommes, ont été de tous les temps et de toutes les époques, et à travers toute l'Histoire, depuis le jour où Dieu a tendu à Moïse les tables de la Loi, le peuple juif a égrené un martyrologue tel qu'aucune communauté n'en a jamais connu de semblable.

Certes, parmi les persécuteurs, les Allemands du III^e Reich hitlérien — c'est-à-dire, qu'on le veuille ou non, les Allemands qui forment encore à l'heure actuelle la majorité de ce peuple, et qu'on propose à notre admiration et à notre fraternité — ces persécuteurs-là ont atteint un degré de barbarie, consciente et scientifiquement organisée, jamais encore atteint dans l'histoire des peuples. Eux, ils ne voulaient pas seulement tuer des juifs, au cours de pogromes plus ou moins spontanés et intermittents, mais ils poursuivaient la solution finale, la destruction du peuple juif en tant que communauté ethnique ou religieuse, sur chaque pouce de territoire conquis par cette noble armée allemande dont un jour pas si lointain notre chef d'Etat chantait, en Allemagne même, les nobles vertus guerrières.

Pourquoi cette rage de destruction totale du peuple juif ? Pourquoi ce génocide méticuleusement organisé et poursuivi, avec la complicité silencieuse de la plus haute autorité spirituelle de l'Occident ?

Sans doute, l'antisémitisme s'est-il toujours nourri aux sources de la cupidité, de la jalousie, de la volonté de s'enrichir, en dépouillant les juifs du fruit de leur travail. Mais je crois qu'il y a, à la base de ce désir d'ancêtrement physique, spirituel, moral de tout ce qui, de près ou de loin, peut émaner du judaïsme, ce fait essentiel que le peuple juif, à travers son histoire, à travers sa morale, à travers ses traditions et à travers sa religion, a toujours été un témoin de la fraternité des hommes contre

la haine et la violence, car bien avant Jésus, la morale juive avait enseigné : « Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit à toi-même ». Témoin également de la culture et du savoir, à travers ses livres sacrés, sa Thora, son Talmud, par ses penseurs et ses savants, depuis Hillel, Maïmonide, Spinoza, jusqu'à Karl Marx, Bergson, Simone Weil, Einstein, Léon Blum, pour ne parler que des disparus. Et c'est en supprimant le peuple

par David Weil
Conseiller général de la Seine

juif que les forces nées de la violence, de l'oppression et de la tyrannie ont le sentiment d'éliminer ce germe qui à travers les pires époques a toujours ressurgi des cendres calcinées ou des charniers, enseignant aux hommes que la paix était une chose précieuse — paix du Sabbat où la famille se rassemblait pour se reposer, méditer et remercier Dieu de ses bienfaits, — que la concorde était une vertu, que l'ignorance était une barrière entre les hommes, que la culture était une source d'émancipation et la liberté le bienfait suprême. Y a-t-il légende plus belle et plus noble que cette lutte du peuple juif pour sortir de l'esclavage où les Pharaons d'Egypte le tenait enfermé ? Y a-t-il légende plus enrichissante que cette marche solitaire de tout un peuple pendant 40 jours à travers le désert pour atteindre la Terre promise où, enfin, lui seraient rendues et sa dignité et sa liberté ?

On a dit des juifs qu'ils étaient d'éternels révoltés, d'éternels insatisfaits, d'éternels quêteurs de justice. Ce sont là en effet des titres de gloire que d'aucuns pourraient leur envier, tant il est vrai qu'il n'y a pas eu dans le monde un combat pour la justice, un combat pour la paix, un combat pour la liberté auquel beaucoup des leurs n'aient pas participé, ou au triomphe duquel beaucoup d'entre eux n'aient pas sacrifié leur vie.

Du reste, on peut faire la constatation suivante : chaque fois que, dans un pays, se développent des persécutions antisémites, même si ces persécutions ne revêtent pas les formes affreuses et barbares des méthodes nazies, même si elles ne se traduisent que par une ségrégation latente et camouflée, on peut dire qu'on assiste dans ce pays à une sorte de désagrégation de l'esprit civique, de l'esprit démocratique, de l'amour de la liberté, et à un reniement collectif du respect de la dignité humaine. Voyez ce qui se passe, même dans ce pays qui se veut un modèle de démocratie pour les autres nations, ces Etats-Unis où tout le monde sait qu'il y règne une sorte de *numerus clausus anti-juif* du haut en bas de l'échelle sociale, même si ont disparu des hôtels les fameux écriteaux visibles il

y a encore peu d'années : « Ni nègres, ni juifs, ni chiens ». Ce peuple commet aujourd'hui à travers le monde, sous l'hypocrisie prétexte de sauver la civilisation occidentale du matérialisme marxiste (nous connaissons, hélas ! ce style), les pires atrocités, et essaie, pour satisfaire sa volonté de puissance et pour préserver son « espace vital », dénommé pour la circonstance « zone d'influence » (autre thème que nous connaissons bien), de plier sous son joug de petits peuples qui n'ont d'autre aspiration que d'être moins misérables et de rechercher librement leurs propres voies de développement. Je pense au Vietnam ; je pense à Saint-Domingue ; je pense à Cuba ; je pense à toutes les républiques d'Amérique latine.

Tout se tient dans la vie d'une nation, et l'oppression intérieure d'une minorité ethnique ou religieuse se traduit tôt ou tard par l'éveil, ou le réveil, des instincts de violence que ne peut réprimer et contenir qu'un strict respect d'une loi égale pour tous. Tolérer l'antisémitisme, c'est ouvrir la brèche à toutes les autres formes de racisme et à tous les crimes qui ne font que traduire le mépris de l'homme.

C'est pourquoi cette lutte sans espoir, cette bataille perdue d'avance qu'ont menée les juifs du ghetto de Varsovie doit rester pour nous comme le plus pur symbole de la dignité de l'Homme. Ces hommes et ces femmes se sont battus, le dos au mur, contre un ennemi mille fois supérieur ; ils se sont battus, non point pour sauver leurs vies, puisqu'ils savaient qu'il n'y avait alors nulle part, à travers le monde, de force capable de venir à leur secours, mais parce qu'ils estimaient indispensable, pour les générations à venir, que leur soit transmis un message, à savoir : qu'aucune force aveugle qui nie l'esprit et nie l'homme n'obtiendra jamais de lui le consentement à son avilissement et à sa servitude. Il arrive toujours un moment où l'esclave se ressaisit, brise ses chaînes, et revendique au nom de sa seule qualité d'homme sa dignité et sa liberté. Les peuples nantis et les classes privilégiées cherchent, chaque fois que des révoltes éclatent parmi les peuples affamés et opprimés, des raisons subtiles, économiques ou politiques, à ces révoltes, tellement ils ont du mal à concevoir que des hommes puissent accepter de mourir simplement parce que leur nature humaine refuse l'abaissement auquel on les a contraints.

Les révoltés du ghetto de Varsovie rejoignent ces millions d'êtres humains qui sont morts et qui meurent encore tous les jours à travers les continents d'Asie, d'Afrique et d'Amérique, simplement parce qu'ils revendiquent le droit d'être des hommes et non des bêtes.

Puissent les peuples, qu'envahit le démon de la violence, méditer sur la signification de leur sacrifice.

Ce texte est tiré de l'intervention de David Weil lors de la commémoration du soulèvement du ghetto de Varsovie, à la Mutualité.